



Rapport de 2014 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

Octobre 2014

Commission des services financiers et des services aux consommateurs

FCNB.CA

85, rue Charlotte, bureau 300 | Saint John (N.-B.) E2L 2J2 | 1 866 933-2222
225, rue King, bureau 200 | Fredericton (N.-B.) E3B 1E1 | 1 866 933-2222

Remerciements

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs tient à signaler l'importante contribution de Hassaan Khan, candidat à la M.B.A., Université du Nouveau-Brunswick, campus de Saint John, à la rédaction du présent rapport.

Table des matières

RÉSUMÉ.....	3
INTRODUCTION (BREF HISTORIQUE).....	6
OBJET ET PORTÉE DU RAPPORT	6
MÉTHODOLOGIE.....	7
LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK	7
LES NÉO-BRUNSWICKOIS QUI INVESTISSENT AU NOUVEAU-BRUNSWICK	8
TABLEAU DE BORD – LES NÉO-BRUNSWICKOIS QUI INVESTISSENT AU NOUVEAU-BRUNSWICK	10
ANALYSE (CÉLÉBRATION) DE CINQ ANNÉES DE COLLECTE DE DONNÉES — 2009 À 2013	11
TABLEAU DE BORD – RENDEMENT DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B. DEPUIS 5 ANS (2009-2013)	13
INVESTISSEMENTS DE CAPITAL DE RISQUE DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B.	14
FUSIONS ET ACQUISITIONS DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.....	18
PLACEMENTS AVEC DISPENSE DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.....	22
SUBVENTIONS DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK	25
LE FINANCEMENT PAR EMPRUNT.....	26
RÉSUMÉ.....	28
ANNEXE A – LISTE DE DÉFINITIONS	29
ANNEXE B – TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS CLÉS DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B. (2013).....	33
ANNEXE C : TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS CLÉS DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B. DES 5 DERNIÈRES ANNÉES	34
ANNEXE D – TABLEAUX	35
ANNEXE E – TYPES D'ORGANISMES PRÊTEURS	46
ANNEXE F – FACILITATEURS	48
ANNEXE G – LISTE DES SOURCES.....	49

RÉSUMÉ

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB) publie le *Rapport de 2014 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick*. Ce rapport poursuit deux objectifs : présenter le juste portrait des activités dans les marchés financiers au Nouveau-Brunswick et fournir un outil pour analyser les tendances des marchés financiers. Nous continuons d'améliorer notre travail en matière de recherche et d'élaboration de rapports en incorporant de nouvelles informations pertinentes sur les activités des marchés financiers pour fournir une représentation détaillée de ces derniers. Nous sommes heureux de pouvoir inclure des renseignements sur les facilitateurs du Nouveau-Brunswick dans le présent rapport. Nous avons également pu recueillir des données suffisantes pour évaluer les investissements de 34 millions de dollars par les personnes physiques et morales du Nouveau-Brunswick qui ont contribué financièrement aux entreprises provinciales en 2013.

Nous produisons des rapports au sujet des marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis cinq ans. Nos rapports ont démontré que nos marchés financiers sont grandement influencés par les projets individuels à grande échelle. Ces projets peuvent fausser les résultats annuels; toutefois, des tendances à plus long terme ont pu être dégagées de l'analyse des données recueillies au fil des années. Bien que l'analyse préliminaire repose sur la comparaison des résultats d'une année à l'autre, nous avons inclus dans le présent rapport une section additionnelle qui met en évidence les tendances dégagées pour les cinq dernières années.

Points saillants :

- Les entreprises du Nouveau-Brunswick amassent la majeure partie de leurs fonds au moyen du financement par emprunt et auprès d'investisseurs qualifiés.
- Le capital de risque continue de jouer un rôle important au Nouveau-Brunswick. Découlant des succès récents, les entreprises du Nouveau-Brunswick ont pu effectuer plus d'opérations de capital de risque; par contre, la somme moyenne des opérations continue de fléchir, indiquant que la plupart des opérations sont générées par des entreprises en phase de démarrage.
- Les secteurs les plus convoités par les investisseurs de capital de risque sont ceux des technologies de l'information et des communications (TIC) et de l'énergie.
- Les marchés dispensés ont enregistré une forte croissance, leur activité en 2013 étant au sommet en matière de fonds récoltés avec plus de 400 millions de dollars. Les investisseurs

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

qualifiés représentaient la principale source de fonds et nous avons aussi noté une hausse du recours à la dispense de notice d'offre.

- Les fonds récoltés dans les marchés dispensés sont prédominés par ceux du secteur de l'énergie.
- Les entreprises du Nouveau-Brunswick cotées sur les marchés publics demeurent actives. Même si les opérations individuelles ont une incidence importante sur les totaux annuels, nous continuons d'enregistrer une activité positive de fusion et d'acquisition et les entreprises cotées sur les marchés publics ont recours à la fois aux marchés privés et aux marchés publics pour recueillir des fonds.
- Les opérations de fusion et d'acquisition sont en baisse depuis deux ans; toutefois, il convient de noter que l'activité de 2011 a été largement influencée par une seule grande opération. De façon générale, des opérations de fusion et d'acquisition ont toujours cours au Nouveau-Brunswick.
- Les subventions sont en baisse depuis cinq ans, découlant des diminutions de subventions des gouvernements fédéral et provincial. La majeure partie des baisses de subventions conventionnelles est attribuable au fait que le gouvernement provincial, notamment Investir NB, met l'accent sur d'autres initiatives. Investir NB a créé plus de 550 emplois dans la province en 2013.
- Le financement par emprunt demeure la solution privilégiée des entreprises du Nouveau-Brunswick. Nous avons observé une hausse constante du financement par emprunt au cours des cinq dernières années; les caisses populaires et les *credit unions* de l'Atlantique ont offert plus de prêts.
- Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick continuent d'être largement influencés par les projets à grande échelle. L'année 2013 ne fait pas exception. Une seule opération de plus de 300 millions de dollars a eu une incidence marquée sur les résultats de l'année en cours par rapport à ceux des années précédentes.

En 2013, on a observé quelques résultats négatifs en raison d'une baisse des fonds récoltés (-12,96 %) et du nombre d'opérations effectuées (15 par rapport à 23) pour les investissements de capital de risque. Les secteurs des TIC et de l'énergie demeurent les plus actifs et continuent d'attirer la majeure partie des investissements de capital de risque. Contrairement à d'autres années, les secteurs des sciences de la vie, des industries manufacturières, des mines et de l'immobilier n'ont généré aucun investissement de capital de risque. Les résultats du Nouveau-Brunswick sont encore relativement élevés si nous les comparons à ceux de provinces de taille similaire; dans cette catégorie, seuls le Manitoba et la Nouvelle-

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Écosse obtiennent plus de fonds en capital de risque, alors que le Nouveau-Brunswick affiche le plus grand nombre d'investissements.

Les marchés dispensés sont demeurés actifs en 2013, affichant des hausses de fonds de 45,39 %, se chiffrant à 442,97 millions de dollars. Le secteur de l'énergie a bénéficié de la majeure partie des fonds récoltés. Le secteur des TIC a recueilli 117 millions de dollars. Les secteurs des sciences de la vie, des industries manufacturières, des mines et de l'immobilier ont recueilli 11,78 millions de dollars.

Le financement par emprunt auprès des institutions financières du Nouveau-Brunswick poursuit sa progression; notre analyse a révélé une augmentation de 10,77 % par rapport à 2012. Les *credit unions* et les caisses populaires ont augmenté leurs montants de prêts accordés aux entreprises du Nouveau-Brunswick de 6,9 % et de 7,07 % respectivement.

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

INTRODUCTION (BREF HISTORIQUE)

En 2005, la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick a établi son initiative *Pleines voiles* pour favoriser le développement des marchés financiers. Les activités menées à bien dans le cadre de *Pleines voiles* comprennent des programmes visant à éduquer les participants aux marchés financiers, des projets de mobilisation et de consultation des intervenants ainsi que des travaux de recherche sur nos marchés financiers. Le 1^{er} juillet 2013, la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick est devenue la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB). La FCNB réglemente les assurances, les services à la consommation, les caisses populaires, les *credit unions*, les coopératives, les compagnies de prêt et de fiducie, les pensions et les valeurs mobilières.

Former et informer les intervenants sur les marchés financiers continuera d'être une priorité pour la FCNB. Nous publions ce rapport chaque année dans le cadre de cette initiative.

Dans le *Rapport de 2014 sur les marchés financiers*, nous avons utilisé des paramètres clés supplémentaires ainsi que d'autres sources de données dans le but de renforcer nos capacités d'analyse des marchés financiers. Cette année, nous avons effectué une analyse indépendante plus approfondie des activités de fusion et d'acquisition, ajouté une section sur les facilitateurs locaux et fourni des renseignements sur les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick.

OBJET ET PORTÉE DU RAPPORT

Le *Rapport sur les marchés financiers* a pour objectif de fournir de l'information à nos différents intervenants au sujet des activités sur les marchés financiers au Nouveau-Brunswick. Nous nous efforçons d'examiner chaque secteur des marchés financiers afin de cerner les domaines en croissance et ceux en déclin.

Dans le présent rapport, les marchés suivants sont abordés :

- Capital de risque
- Fusions et acquisitions
- Marchés dispensés
- Financement par subvention

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

- Financement par emprunt

Dans le *Rapport de 2014 sur les marchés financiers*, nous analysons ces marchés multifacettes sous différents angles. Notre objectif consiste à fournir aux intervenants sur les marchés financiers une vision empirique de la façon dont les sociétés du Nouveau-Brunswick récoltent des fonds pour financer leurs activités. Ce rapport donne également un aperçu des tendances observées en matière de financement des investissements dans la province au fil du temps. Le rapport répond plus particulièrement aux questions suivantes :

- De quelles régions géographiques les entreprises du Nouveau-Brunswick obtiennent-elles leur financement?
- Quels types d'organisations leur fournissent du financement?
- Quelles sont les industries qui attirent des investissements?
- À quel stade de leur développement ces sociétés reçoivent-elles du financement?
- Existe-t-il des activités de fusion et d'acquisition notables au sein de la province?

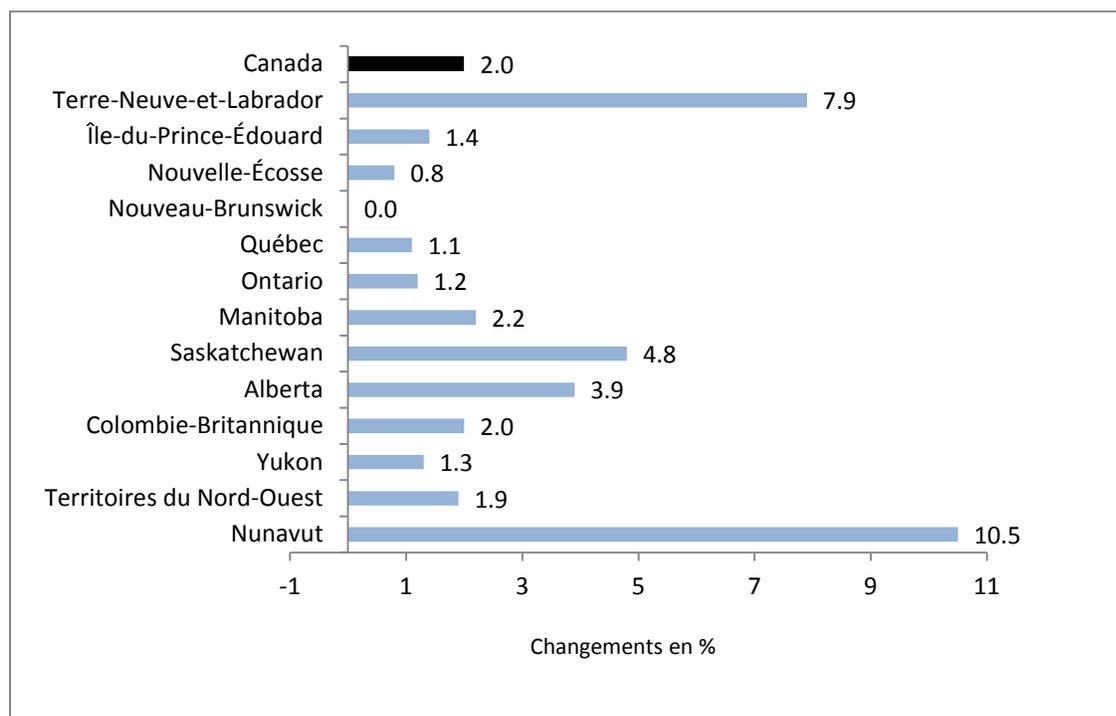
MÉTHODOLOGIE

Nous avons utilisé de l'information obtenue à partir de dépôts réglementaires, de sources d'information externe publiées, d'entrevues avec les intervenants ainsi que d'information que des institutions pertinentes et Thomson Reuters nous ont fournie volontairement. Veuillez consulter l'annexe G pour obtenir une liste complète des sources de données.

LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Il existe beaucoup d'obstacles et de facteurs externes qui influent sur le développement de nos marchés financiers. Comme indiqué dans les rapports des années précédentes, un de ces obstacles est l'absence d'un puissant catalyseur de la croissance économique. En 2013, les principaux facteurs économiques, comme le produit intérieur brut (PIB), sont demeurés stables dans la province, tandis que le PIB par habitant a légèrement chuté, passant de 42 606 \$ à 41 729 \$. Cette année, l'économie s'est stabilisée, car le PIB réel en 2013 était de 0,0 % par rapport à -0,6 % en 2012. En revanche, d'autres provinces et territoires, comme Terre-Neuve-et-Labrador, Saskatchewan, l'Alberta et le Nunavut, ont connu une hausse spectaculaire de leur PIB. Le tableau 1 fournit des renseignements sur notre PIB en comparaison avec le reste du pays.

TABLEAU 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL, 2013



LES NÉO-BRUNSWICKOIS QUI INVESTISSENT AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Les Néo-Brunswickois ont toujours soutenu les entreprises d'ici. En 2013, nous avons été en mesure de recueillir des données suffisantes pour fournir des renseignements sur les fonds récoltés auprès des investisseurs néo-brunswickois par les entreprises d'ici. Nos données ne rendent pas compte de toutes les activités de la province, mais seulement des activités rapportées par nos diverses sources d'information. Notre étude montre que plus de 34 millions de dollars ont été recueillis auprès des investisseurs néo-brunswickois, en excluant les subventions et le financement par emprunt. Les points à retenir sont les suivants :

- Les particuliers ont investi 19,3 millions de dollars en tout dans les entreprises privées du Nouveau-Brunswick par l'entremise du programme de Crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE) et ont reçu un crédit d'impôt provincial non remboursable de 30 %. Ce niveau d'investissement correspond à une hausse de 9,5 % par rapport à 2012.
- Les sociétés de capital de risque de la province ont investi 5,29 millions de dollars.
- Les investisseurs providentiels, les fonds de pension, les particuliers et d'autres entreprises qui investissent dans nos marchés dispensés ont fourni 8,89 millions de dollars.

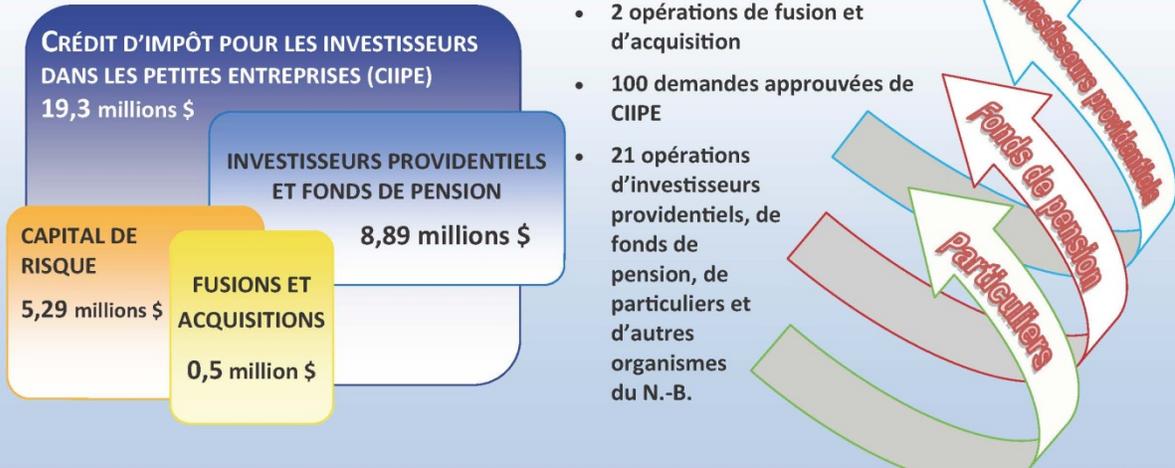
RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

- Deux opérations de fusion et d'acquisition, qui concernent quatre entreprises du Nouveau-Brunswick, ont été réalisées, totalisant 0,5 million de dollars.
- Les facilitateurs ont joué un rôle important dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Ces facilitateurs collaborent étroitement avec la communauté d'entreprises en démarrage du Nouveau-Brunswick et fournissent à ces entreprises (cohortes) des espaces de bureaux, du mentorat et des occasions d'apprentissage uniques auprès des meilleurs mentors et entrepreneurs du Nouveau-Brunswick. Chaque facilitateur poursuit ses propres objectifs et mandats; il s'agit entre autres de Planet Hatch, de Propel ICT et de McKenzie Accelerator. Les entreprises en démarrage de ces communautés ont amassé 8,82 millions de dollars en 2013. De plus amples renseignements sur les facilitateurs se trouvent à l'annexe F et dans notre infographie sur les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick.

TABLEAU DE BORD - LES NÉO-BRUNSWICKOIS QUI INVESTISSENT AU N.-B.

LES NÉO-BRUNSWICKOIS QUI INVESTISSENT AU N.-B.

Total des investissements : 34 millions de \$ (au N.-B.)



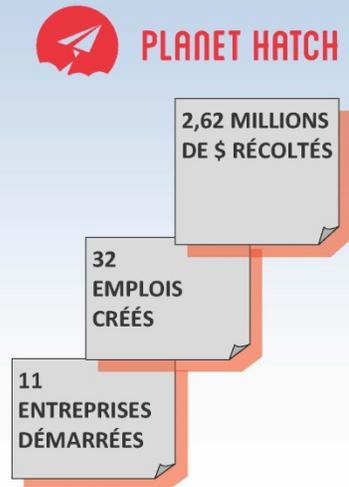
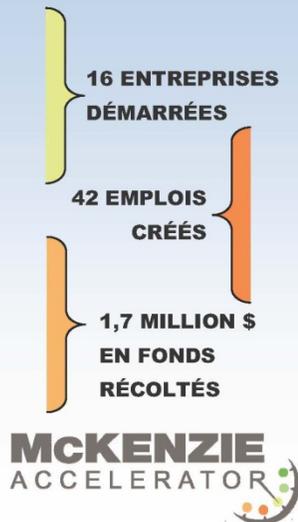
Crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE)

Le CIPE est un programme de crédit d'impôt provincial qui offre un crédit d'impôt de 30 % aux particuliers du N.-B. qui investissent dans les entreprises du N.-B.



Facilitateurs

Les facilitateurs collaborent étroitement avec la communauté d'entreprises en démarrage du N.-B. et lui fournissent des occasions d'apprentissage uniques auprès des meilleurs entrepreneurs du N.-B.



ANALYSE (CÉLÉBRATION) DE CINQ ANNÉES DE COLLECTE DE DONNÉES — 2009 À 2013

Le **placement en actions** comprend des renseignements sur le capital de risque, les investissements providentiels, les placements avec dispense et les sociétés cotées en bourse.

Le financement par actions affiche une tendance à la hausse, avec une forte prédominance dans les secteurs des TIC et de l'énergie, et est réalisé principalement par les investisseurs qualifiés. Les grandes opérations sont financées au moyen d'émission de billets à ordre; toutefois, la plupart des entreprises émettent des actions ordinaires et des actions privilégiées.

De prime abord, le capital de risque semble être un mauvais coup : après avoir atteint un sommet de financement de 33,62 millions amassés en 2009, il a fléchi vertigineusement pour enregistrer un maigre 7,12 millions en 2013. En revanche, le nombre d'opérations continue de progresser depuis 2009, culminant à 23 opérations en 2012 et demeurant vigoureux en 2013 avec 15 opérations. L'analyse des types d'organismes qui recueillent des fonds et de leurs étapes de croissance peut expliquer cette situation. À l'étape de démarrage, les entreprises des TIC sont à l'heure actuelle les principales bienfaitrices de capital de risque. Ces organismes ne sont pas exigeants en investissement et ont un fort potentiel de croissance. L'image du capital de risque continuera d'évoluer dans les prochaines années, à mesure que les entreprises s'établiront.

Les activités des marchés dispensés tendent à s'accroître, sauf en 2011 où aucune opération n'a été rapportée dans le secteur de l'énergie. En 2009, les placements avec dispense totalisaient 39,48 millions de dollars et, en 2013, ils culminaient à 442,97 millions de dollars. Le principal bénéficiaire des fonds demeure le secteur de l'énergie. Cependant, en 2013, nous avons observé une hausse considérable dans le secteur des TIC.

Les activités de **fusion et d'acquisition** ont atteint un sommet en 2011 avec des opérations se chiffrant à plus de 533 millions de dollars. Ces opérations ont été bien documentées et témoignent du potentiel des entreprises du Nouveau-Brunswick. Au cours des trois dernières années, on a constaté une hausse importante d'activités dans plusieurs secteurs et, même si les activités de fusion et d'acquisition sont en baisse, elles demeurent une composante critique des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Les activités de fusion et d'acquisition sont dominées par les grandes opérations de particuliers, mais l'ampleur des opérations et leur nombre au cours des trois dernières années indiquent un marché vigoureux, autant pour les entreprises en expansion du Nouveau-Brunswick que pour les entreprises d'ailleurs qui font l'acquisition d'entreprises du Nouveau-Brunswick.

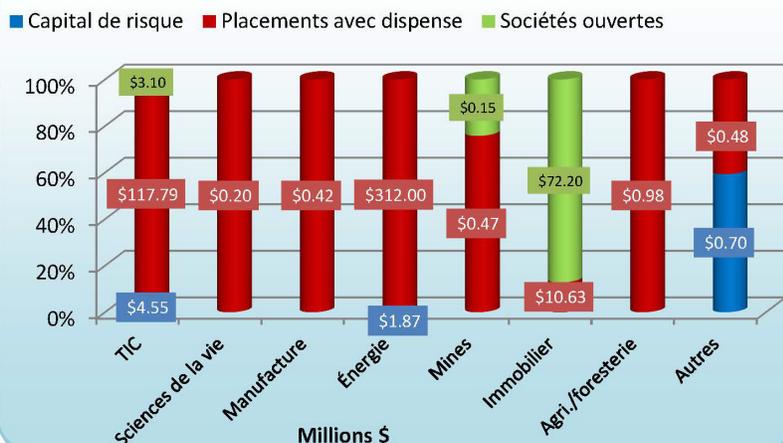
RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Le **financement par emprunt** auprès des institutions du Nouveau-Brunswick est en hausse chaque année depuis 2011. Le financement par emprunt dans tous les secteurs, sauf celui de l'énergie, demeure la méthode privilégiée de collecte de fonds. Les *credit unions* et les caisses populaires ont connu une croissance. Des renseignements sur les grandes banques à charte ne sont pas disponibles à l'échelle provinciale.

**TABLEAU DE BORD - RENDEMENT DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B.
DEPUIS CINQ ANS (2009-2013)**

Financement par actions 2013

% PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS ET TYPES DE FINANCEMENT



Capital de risque

2009 33,62 millions \$
2010 15,68 millions \$
2011 21,15 millions \$
2012 8,18 millions \$
2013 7,12 millions \$
↓ 78,82 % depuis 2009

Placements avec dispense

2009 39,48 millions \$
2010 185,71 millions \$
2011 25,19 millions \$
2012 304,04 millions \$
2013 442,97 millions \$
↑ 1022 % depuis 2009

Placements avec dispense 2013

MONTANT EN \$ PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS (changements en \$ par rapport à 2012)



Financement par subventions

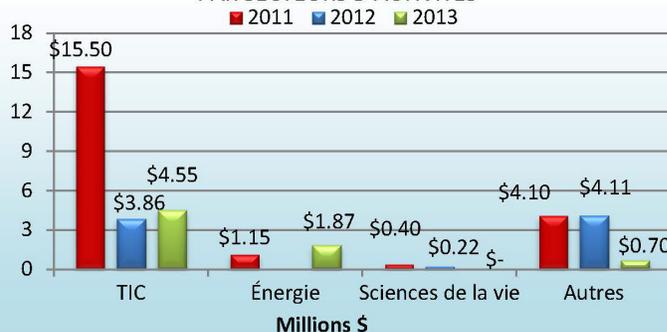
2009 291,08 millions \$
2010 185,28 millions \$
2011 211,72 millions \$
2012 149,91 millions \$
2013 148,38 millions \$
↓ 49,02 % depuis 2009

Financement par emprunt

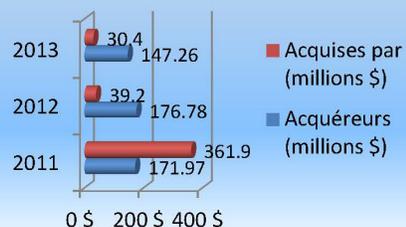
2009 - S.o.
2010 652,22 millions \$
2011 761,93 millions \$
2012 819,82 millions \$
2013 878,68 millions \$
↑ 34,72 % depuis 2009

Placements en capital de risque

PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS



Fusions et acquisitions

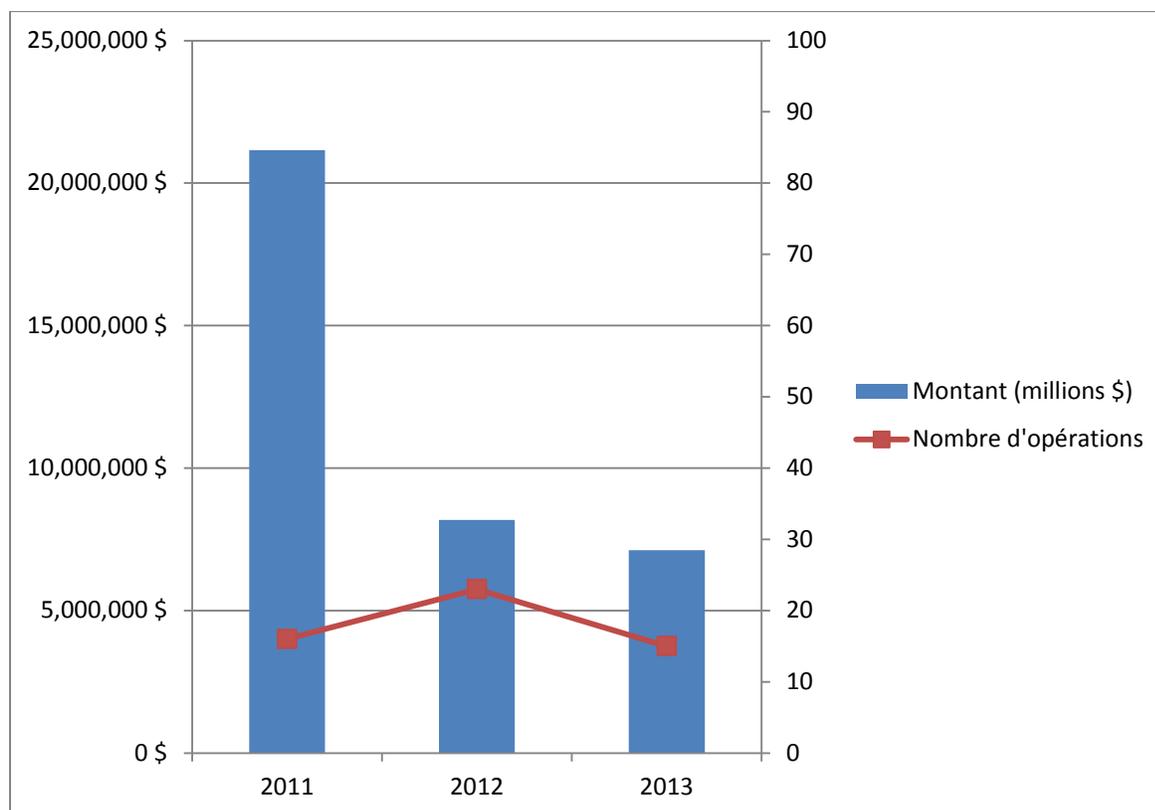


INVESTISSEMENTS DE CAPITAL DE RISQUE DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B.

Les opérations d'investissement de capital de risque affichent une tendance générale à la baisse dans les secteurs des TIC et de l'énergie. Cette tendance s'accroît si nous comparons la taille des opérations moyennes de 2011 à 2013, qui est passée de 1,32 million de dollars à 0,47 million de dollars. Malgré la baisse du nombre d'opérations, qui est passé de 23 en 2012 à 15 en 2013, les opérations demeurent stables depuis 2011 et sont considérablement plus élevées qu'en 2009, où seulement 11 opérations avaient été enregistrées. Les fonds totaux récoltés ont chuté de 8,18 millions de dollars en 2012 à 7,12 millions en 2013, ce qui correspond à une baisse de 12,95 %.

Le nombre élevé d'opérations démontre que les entreprises du Nouveau-Brunswick trouvent des solutions pour attirer des capitaux; toutefois, ces capitaux bénéficient principalement à la communauté des entreprises en démarrage et aucune grande opération n'a été enregistrée au cours des deux dernières années. Pour avoir une vision globale, nous avons comparé le nombre d'opérations effectuées au Nouveau-Brunswick à celui des autres provinces de taille similaire.

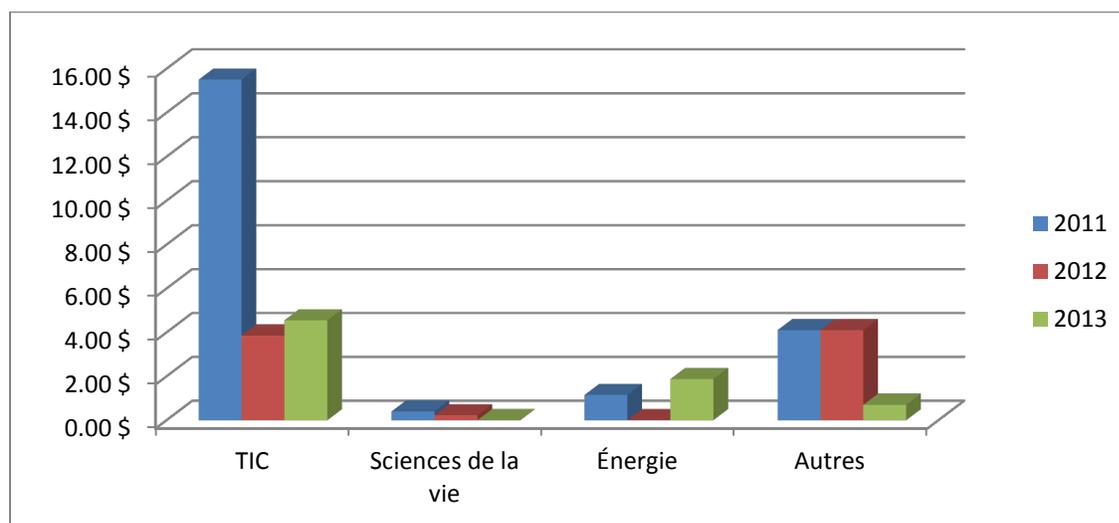
Figure 1.0 : Montant (en millions de \$) et nombre d'investissements de capital de risque



RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

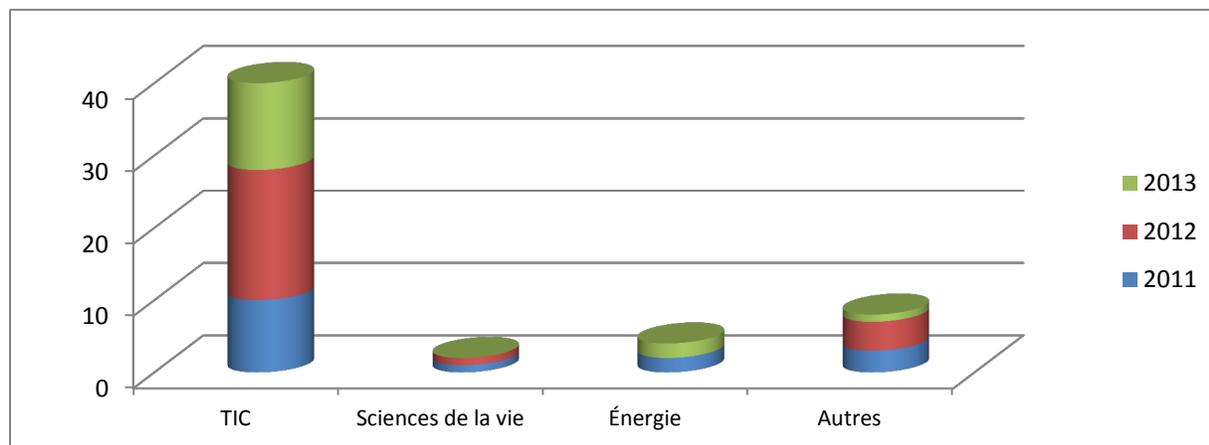
La figure 1.1 indique les tendances en matière d'investissements de capital de risque en fonction des secteurs d'activités de 2011 à 2013. Les investissements dans le secteur des TIC ont augmenté en 2013, passant de 3,86 millions de dollars en 2012 à 4,55 millions de dollars, même s'ils demeurent considérablement inférieurs au niveau atteint en 2011. Une tendance relevée l'année dernière se poursuit en 2013, soit la concentration des investisseurs de capital de risque dans les secteurs des TIC et de l'énergie.

Figure 1.1 : Montant (en millions de \$) des investissements de capital de risque par secteurs d'activités



La figure 1.2 indique le nombre d'investissements directs réalisés en 2013 par rapport aux années 2012 et 2011. Notre analyse a établi que la plupart des opérations de capital de risque en 2013 visaient le secteur des TIC. Au cours des trois dernières années, ce secteur a fait l'objet de 40 opérations.

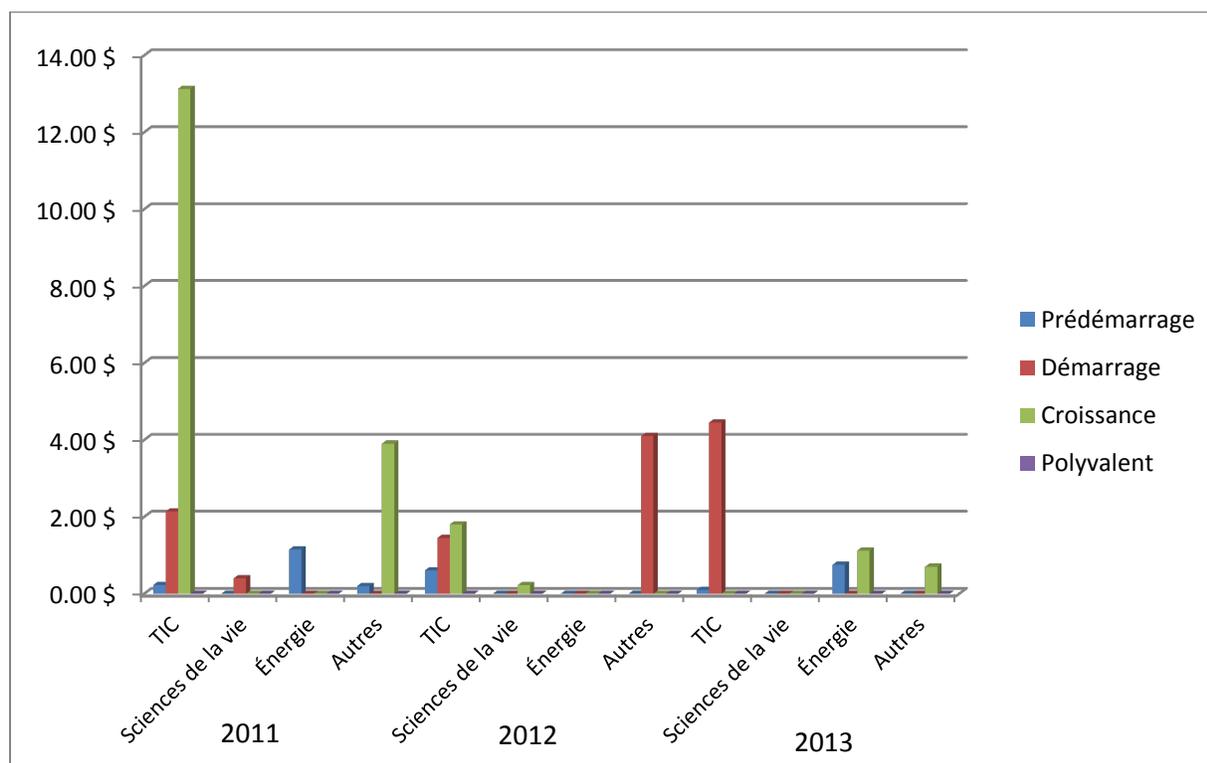
Figure 1.2 : Nombre d'investissements de capital de risque directs par secteurs d'activités



RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

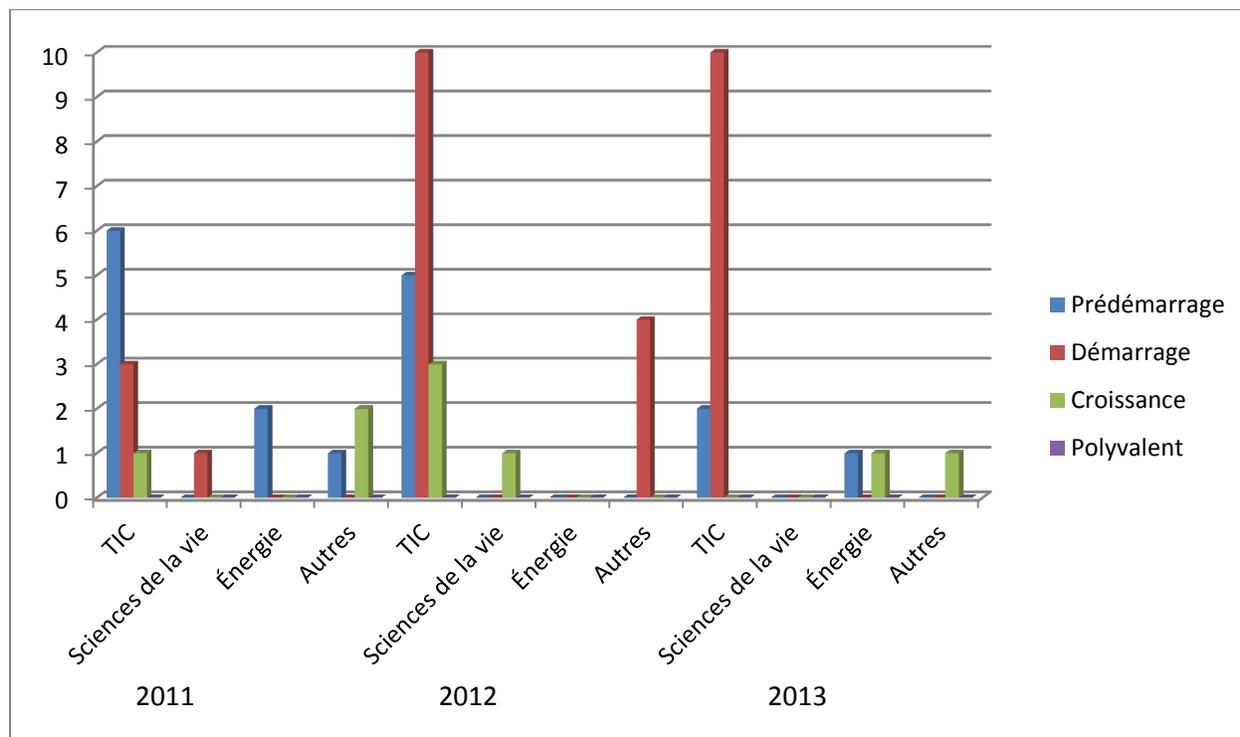
Les figures 1.3 et 1.4 illustrent que la majorité des investissements de capital de risque en 2013 et 2012 ont bénéficié aux entreprises en démarrage. Ce constat valide les données préliminaires qui indiquaient que le nombre d'opérations ne donnait pas lieu à des investissements à grande échelle. En 2011, nous avons observé l'incidence d'un investissement à grande échelle sur une entreprise en croissance du secteur des TIC.

Figure 1.3 : Montant des investissements de capital de risque (en millions de \$) selon les stades de croissance et les secteurs d'activités



RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

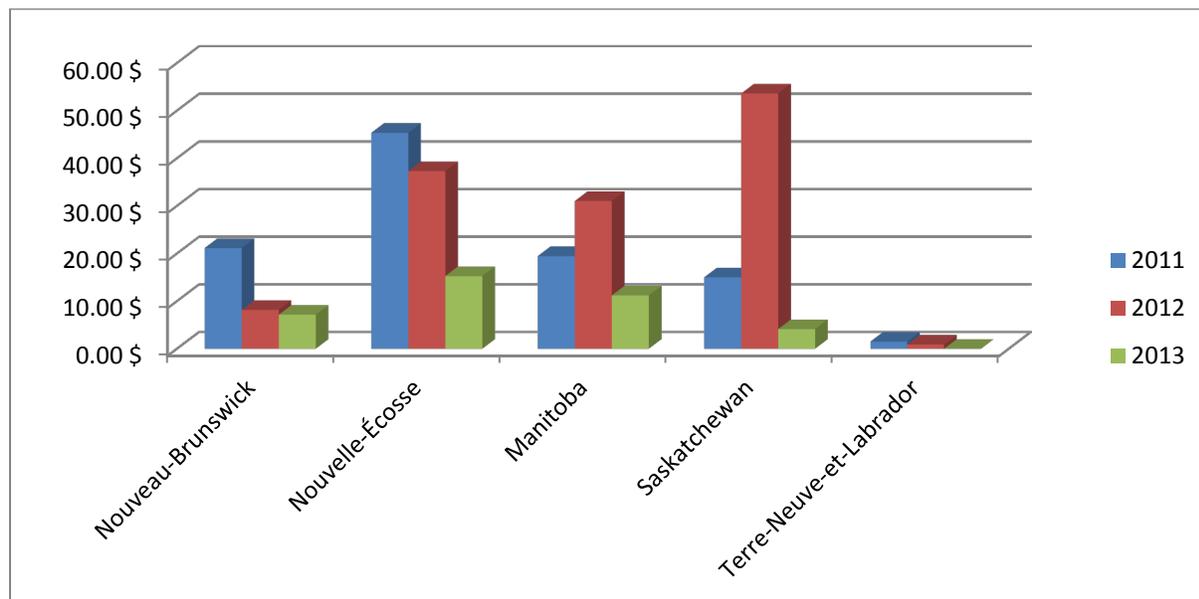
Figure 1.4 : Nombre d'investissements de capital de risque directs selon les stades de croissance et les secteurs d'activités



La figure 1.5 offre une comparaison entre les investissements de capital de risque de 2011 à 2013 dans cinq provinces : le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Nous avons intégré ces provinces dans notre analyse, car elles présentaient des similitudes avec les marchés financiers du Nouveau-Brunswick en ce qui concerne la taille et la nature des investissements.

Comme l'illustre la figure 1.5, les investissements de capital de risque en 2013 affichaient une tendance à la baisse dans chaque province comparés à ceux de 2012. Le Nouveau-Brunswick affichait le plus grand nombre d'opérations; toutefois, il arrive au troisième rang pour la valeur totale en dollars. La quantité d'opérations est relativement faible : Manitoba (2), Nouvelle-Écosse (13) et Saskatchewan (5). Les investissements totaux ont diminué de 31 à 11,18 millions de dollars au Manitoba, et de 53,60 à 4,13 millions de dollars en Saskatchewan. Il n'y avait eu aucun investissement de capital de risque déclaré à Terre-Neuve-et-Labrador en 2013.

Figure 1.5 : Comparaison des investissements de capital de risque selon la province (en millions de \$)



FUSIONS ET ACQUISITIONS DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

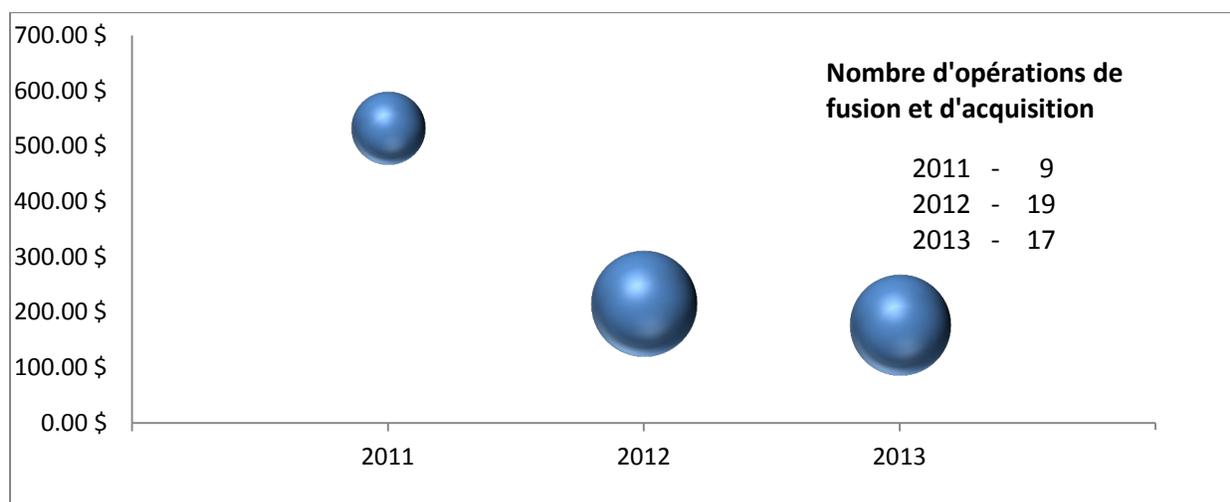
Les activités de fusion et d'acquisition font partie intégrante de la détermination de la santé des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Les renseignements relatifs aux activités de fusion et d'acquisition pour 2013 proviennent de Thomson Reuters et de nos propres recherches. Nous avons été en mesure d'analyser 17 opérations effectuées en 2013 et 19, en 2012.

En 2013, la valeur totale des opérations de fusion et d'acquisition s'élevait à 177,7 millions de dollars. Cette somme comprend les 147,3 millions de dollars qui ont été investis par les entreprises du Nouveau-Brunswick pour acquérir des entreprises situées dans d'autres régions. Les 30,4 millions de dollars restants consistaient en des opérations menées à bien par des sociétés situées hors du Nouveau-Brunswick ayant acquis des sociétés du Nouveau-Brunswick. Malgré la diminution de la valeur (de 215,98 à 177,7 millions de dollars) et du nombre d'opérations, les marchés de fusion et d'acquisition affichent de façon générale une importante activité dans la province.

La figure 2.0 illustre les activités de fusion et d'acquisition de 2011 à 2013. Les activités ont atteint un sommet en 2011 avec la vente de Radian 6 et d'autres organismes, d'une valeur de 534 millions de dollars. La valeur de ces opérations a chuté depuis 2011; pourtant, le nombre d'opérations est plus élevé : 19 opérations en 2012 et 17 en 2013, par rapport à 9 en 2011.

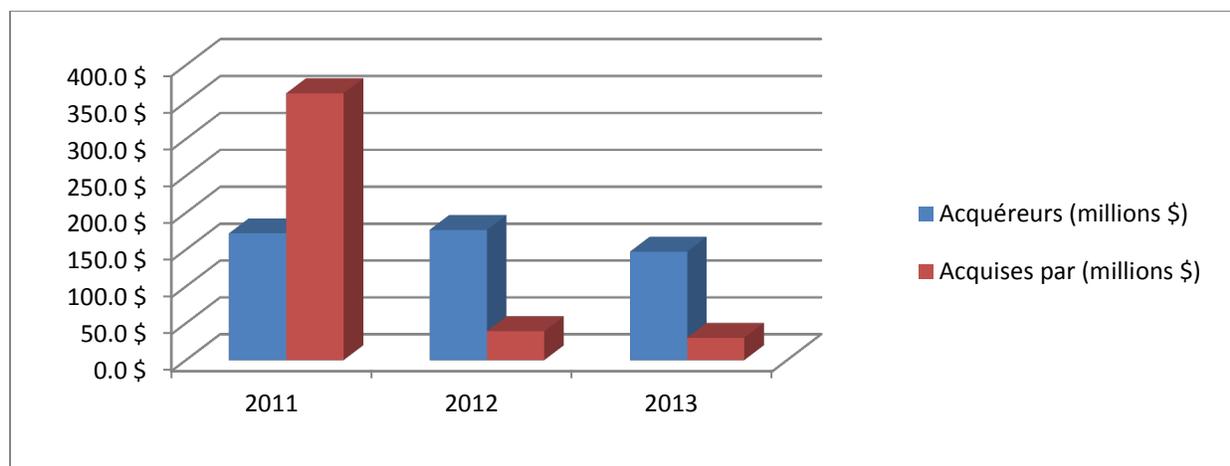
RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Figure 2.0 : Comparaison des opérations de fusion et d'acquisition (en millions de \$) et du nombre d'opérations au Nouveau-Brunswick



La figure 2.1 présente séparément les données sur les acquisitions effectuées par des entreprises du Nouveau-Brunswick acquéreuses de celles sur les entreprises acquises du Nouveau-Brunswick. Il y a eu 17 opérations d'une valeur de 177,7 millions de dollars en 2013, parmi lesquelles sept concernent des acquéreurs néo-brunswickois. Ces opérations ont totalisé 146 millions de dollars. Les dix opérations restantes, qui concernent des entreprises acquises du Nouveau-Brunswick, représentaient quant à elles 30,4 millions de dollars. Au cours des trois dernières années, les entreprises du Nouveau-Brunswick ont poursuivi leur croissance en se portant acquéreuses d'autres entreprises et les entreprises d'ailleurs ont saisi des occasions d'acquisition d'entreprises néo-brunswickoises.

Figure 2.1 : Comparaison des opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick (en millions de \$)

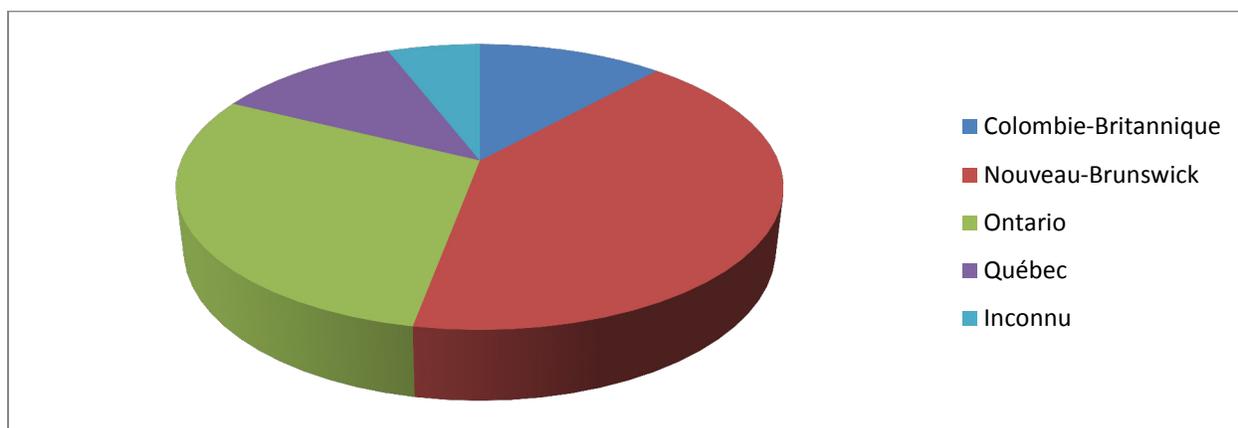


RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

La figure 2.1a indique la situation géographique des entreprises acquises par des entreprises du Nouveau-Brunswick et vice-versa. L'expansion des entreprises du Nouveau-Brunswick représente 83 % de toutes les activités de fusion et d'acquisition en 2013.

Les principaux acquéreurs d'entreprises du Nouveau-Brunswick sont des sociétés basées en Ontario; elles ont investi plus de 29,4 millions de dollars. À plus petite échelle, des sociétés de la Colombie-Britannique et du Québec ont investi 0,3 et 0,7 million de dollars respectivement pour faire l'acquisition d'entreprises néo-brunswickoises.

Figure 2.1a : Opérations de fusion et d'acquisition en fonction de la situation géographique en 2013 (en millions de \$)



Comme l'illustrent les figures 2.2 et 2.3, le secteur de l'immobilier a été le plus actif, enregistrant une opération d'acquisition notable en 2013 de 122,8 millions de dollars. Le secteur le plus actif en 2012 était celui des services alimentaires. Le secteur des mines arrivait au deuxième rang avec cinq opérations totalisant 4,7 millions de dollars, qui visaient toutes des acquisitions d'entreprises néo-brunswickoises. Dans le cadre de notre analyse, nous avons noté cinq opérations dans les industries des assurances, de l'immobilier, de l'agriculture, de la foresterie et des pêches dont la valeur n'a pas été dévoilée.

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Figure 2.2 : Comparaison de la valeur des opérations de fusion et d'acquisition selon les secteurs (millions de \$)

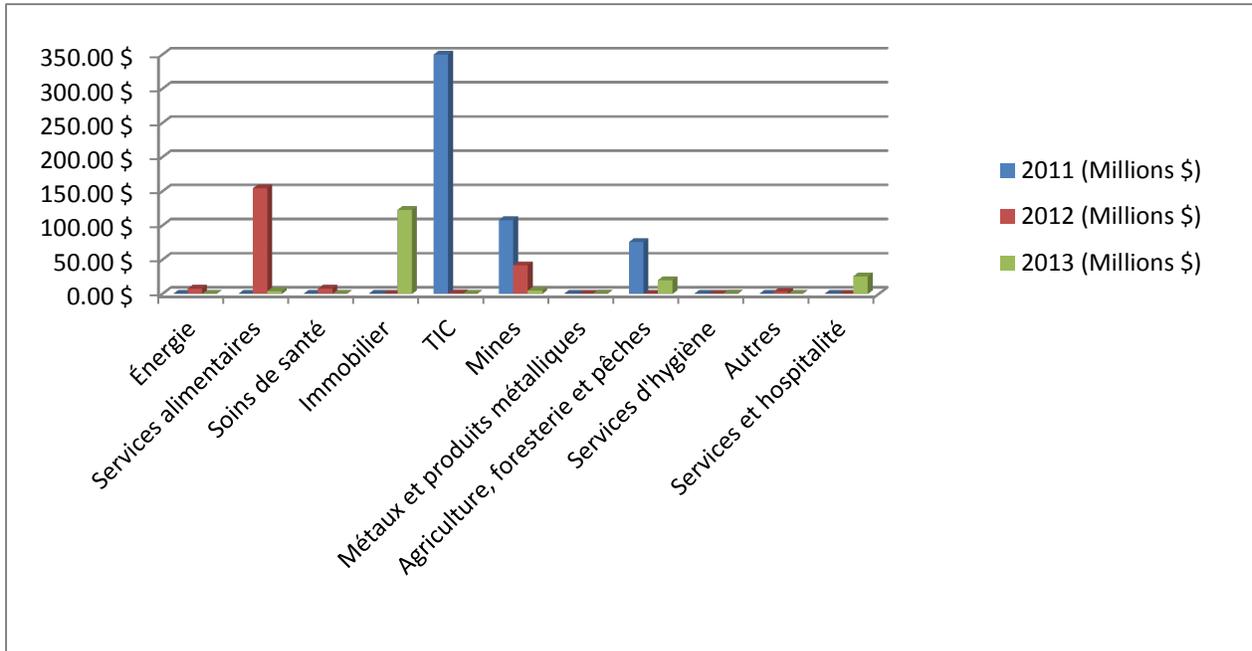
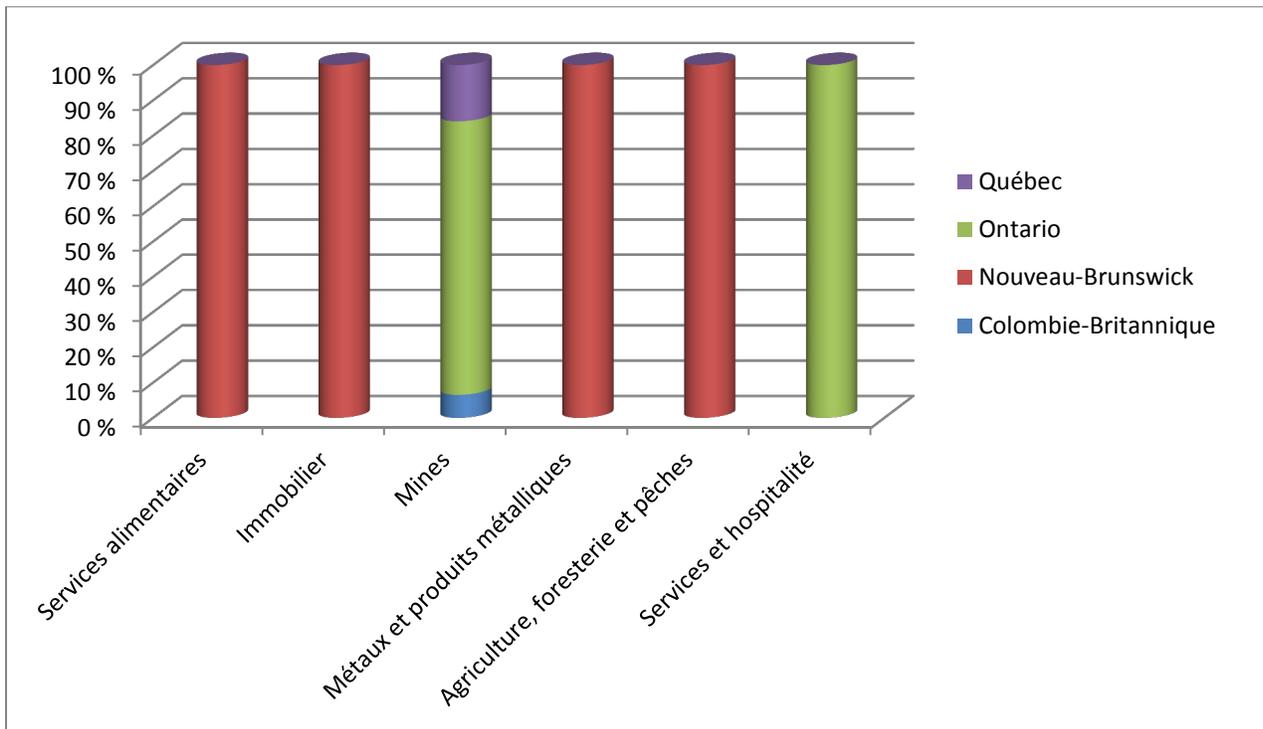


Figure 2.3 : Opérations de fusion et d'acquisition selon la situation géographique et les secteurs



PLACEMENTS AVEC DISPENSE DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Les marchés dispensés concernent les valeurs mobilières placées sans prospectus. Toute personne qui place de nouvelles valeurs mobilières doit divulguer sous forme de prospectus certains renseignements aux investisseurs potentiels. Cette exigence vise à faire en sorte que les investisseurs reçoivent des renseignements suffisants pour leur permettre de prendre une décision d'investissement éclairée. Dans les marchés dispensés, l'exigence de prospectus peut être annulée. Il s'agit généralement de titres non liquides, car ils n'ont pas de marchés secondaires établis. De plus, contrairement aux sociétés cotées en bourse, la plupart des émetteurs de valeurs mobilières des marchés dispensés ne sont pas tenus de fournir de l'information aux investisseurs en continu.

Aux fins de notre analyse des marchés dispensés, nous avons obtenu de l'information à partir de dépôts réglementaires ainsi que de l'information que des investisseurs nous ont fournie volontairement. Les lecteurs doivent garder à l'esprit que de nombreuses sociétés recueillant des capitaux dans la province s'appuient sur la notion de dispense relative aux émetteurs fermés. Cette dispense ne comporte pas d'exigence de déclaration à la FCNB. Nous avons pu comprendre les activités des marchés dispensés grâce à l'analyse des données du ministère des Finances sur les fonds récoltés admissibles à un crédit d'impôt à l'investissement par l'entremise du programme de CIPE. Les Néo-Brunswickois ont bénéficié de ce crédit d'impôt et ont investi 19 millions de dollars dans les entreprises du Nouveau-Brunswick. Nous n'avons pas intégré les renseignements sur le CIPE dans nos totaux globaux, car il pourrait y avoir un chevauchement entre les données sur le CIPE et celles recueillies auprès de nos autres sources.

Les marchés dispensés ont poursuivi leur progression en 2013 et ont affiché une croissance pendant trois années sur les quatre dernières. Les activités sont passées de 304,04 millions de dollars en 2012 à 442,97 millions de dollars en 2013. Pourtant, le nombre d'émetteurs est passé de 29 à 21. En 2013, 97 % des fonds des marchés dispensés ont été recueillis auprès d'investisseurs situés dans d'autres régions et représentaient 433,53 millions de dollars.

Le secteur de l'énergie représentait 72 % des fonds totaux recueillis pour les marchés dispensés en 2013. Les investisseurs internationaux (principalement des États-Unis) ont fourni 267,32 millions de dollars de la totalité des fonds recueillis, en comparaison à la somme de 213,94 millions de dollars récoltée au cours de l'année précédente. Les investisseurs canadiens ont aussi été actifs dans ces marchés : l'Alberta a contribué 14,03 millions de dollars, la Colombie-Britannique 0,87 million de dollars, le Manitoba 9,9 millions de dollars, la Nouvelle-Écosse 0,68 million de dollars, l'Ontario 137,2 millions de

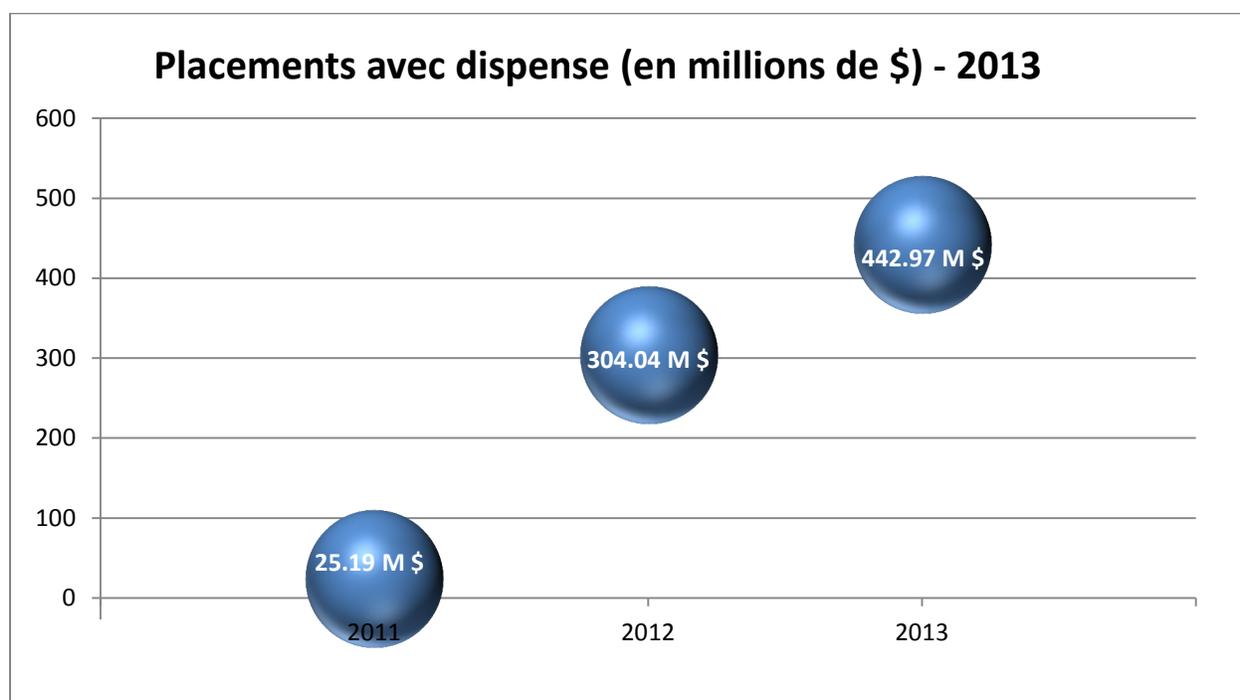
RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

dollars, et le Québec 3,25 millions de dollars. Les investisseurs du Nouveau-Brunswick ont également investi activement à hauteur de 9,4 millions de dollars.

Habituellement, ce sont les entreprises privées qui ont recours aux marchés dispensés au Nouveau-Brunswick; toutefois, en 2013, les entreprises publiques ont utilisé ces marchés pour recueillir 8,08 millions de dollars.

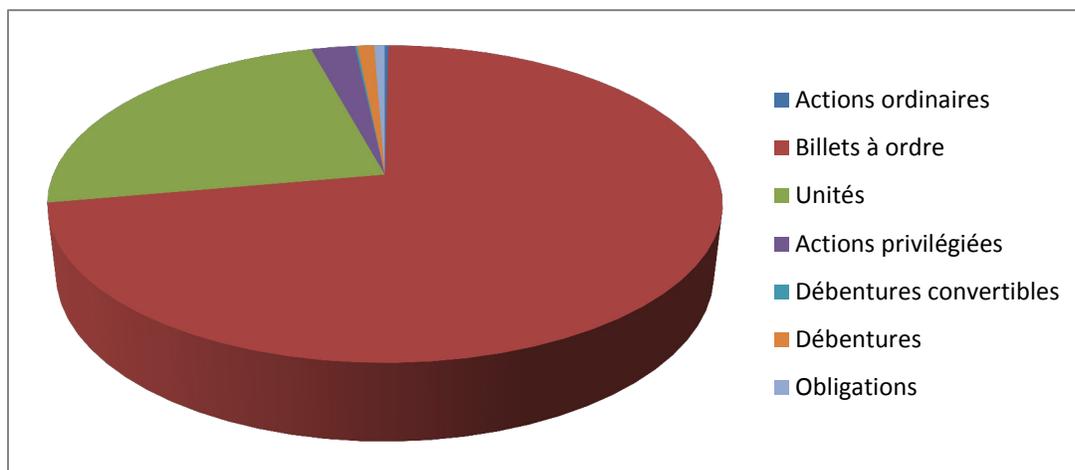
La figure 3.0 illustre les placements avec dispense de 442,97 millions de dollars provenant de 21 émetteurs.

Figure 3.0 : Placements avec dispense (en millions de \$)



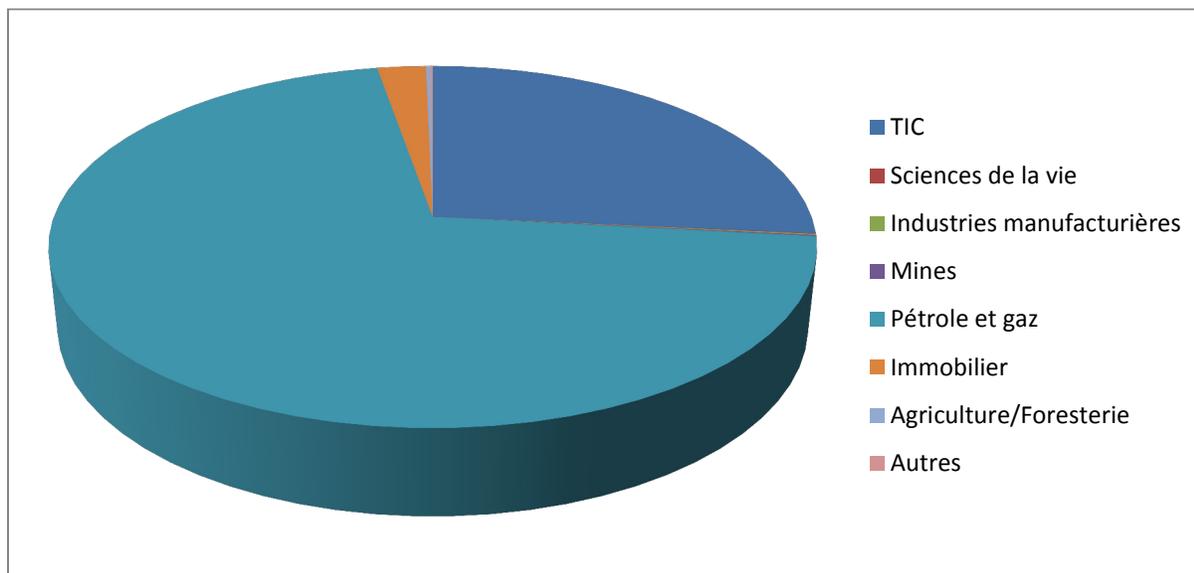
La figure 3.1 illustre les types de valeurs mobilières émises en 2013 dans l'ensemble des marchés dispensés du Nouveau-Brunswick. Le secteur de l'énergie a eu recours à des billets à ordre, qui ont représenté la majorité des capitaux recueillis avec plus de 312 millions de dollars. Les unités ont été populaires dans le secteur des TIC, avec 102,59 millions de dollars recueillis. Comme pour les années précédentes, les actions privilégiées, les actions ordinaires, les débentures convertibles, les débentures et les obligations ont été évaluées à 23,63 millions de dollars. Treize entreprises sur 21 ont utilisé les actions ordinaires pour recueillir des fonds en 2013. Le glossaire à l'annexe A fournit la définition des divers types de valeurs mobilières dont il est question dans ce rapport.

Figure 3.1 : Placements avec dispense selon les types de valeurs mobilières (en millions de \$)



La figure 3.2 représente les placements avec dispense par secteurs. Les secteurs de l'énergie et des TIC ont recueilli la majorité des fonds en 2013. Le principal bénéficiaire des fonds pour la deuxième année consécutive est le secteur de l'énergie avec plus de 312 millions de dollars de fonds recueillis; le secteur des TIC comptait pour 26 % des placements totaux alors que le secteur de l'immobilier représentait 10,68 millions de dollars. D'autres secteurs, dont ceux des sciences de la vie, des industries manufacturières, des mines et d'autres secteurs non identifiés, ont récolté en moyenne des fonds de 0,5 million de dollars par l'entremise des marchés dispensés.

Figure 3.2 : Placements avec dispense par secteurs d'activités (en millions de \$)

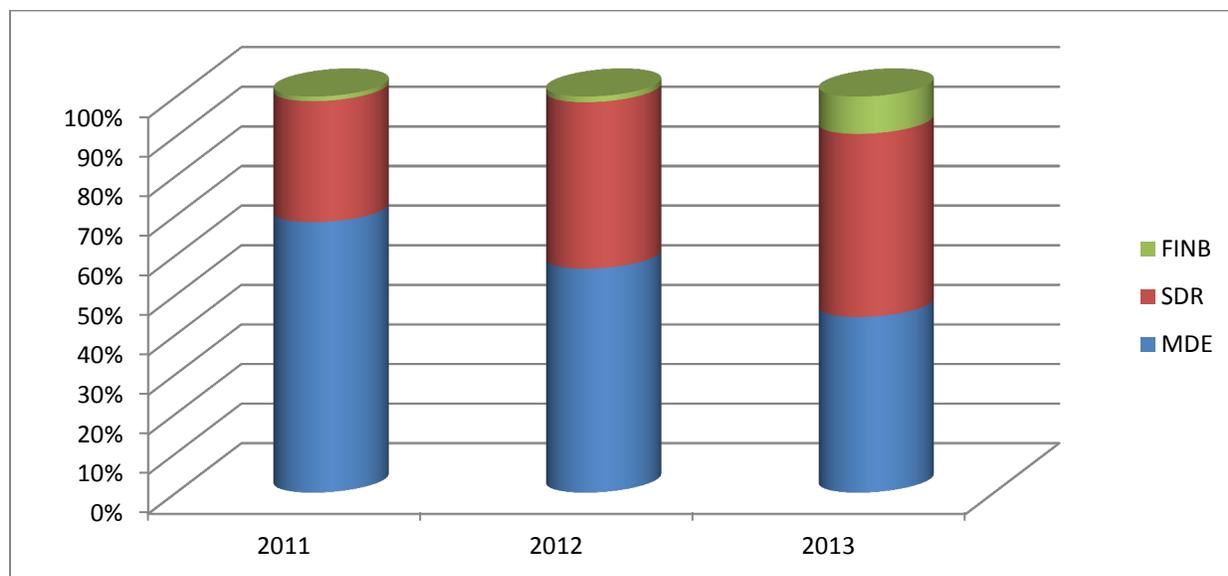


SUBVENTIONS DANS LES MARCHÉS FINANCIERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Aux fins de notre analyse, nous avons pris en compte les subventions accordées par les gouvernements fédéral et provincial. La valeur totale des subventions accordées demeure stable depuis deux ans, soit 149,9 millions de dollars en 2012 et 148,38 millions de dollars en 2013.

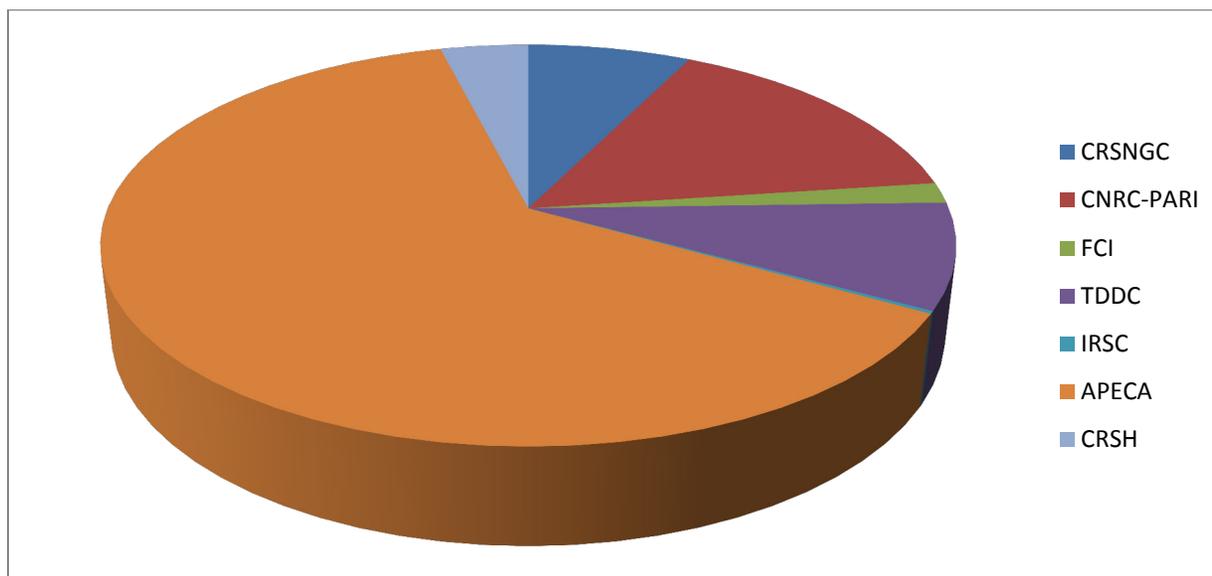
La Société de développement régional (SDR) est le principal donateur de subventions provinciales. Les subventions totales offertes ont haussé de 38,1 à 38,8 millions de dollars. La contribution du ministère du Développement économique (MDE) est passée de 51,3 millions de dollars en 2012 à 37,2 millions en 2013. Les subventions de la Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB) ont augmenté considérablement, passant de 1,2 millions de dollars à 7,9 millions de dollars, en raison du nombre élevé de nouveaux programmes mis en place en 2013.

Figure 4.0 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick



La figure 4.1 illustre les subventions fédérales accordées au Nouveau-Brunswick. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a été le principal contributeur en 2013 (29,4 millions de dollars). Deux programmes du gouvernement fédéral ont réduit leurs subventions en 2013 : le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (CNRC-PARI) a limité ses subventions de 16 à 14 millions de dollars, tandis que le programme du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) les a limitées de 7,1 à 6,9 millions de dollars. Les subventions des autres programmes fédéraux examinés étaient légèrement en hausse.

Figure 4.1 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick (en millions de \$)



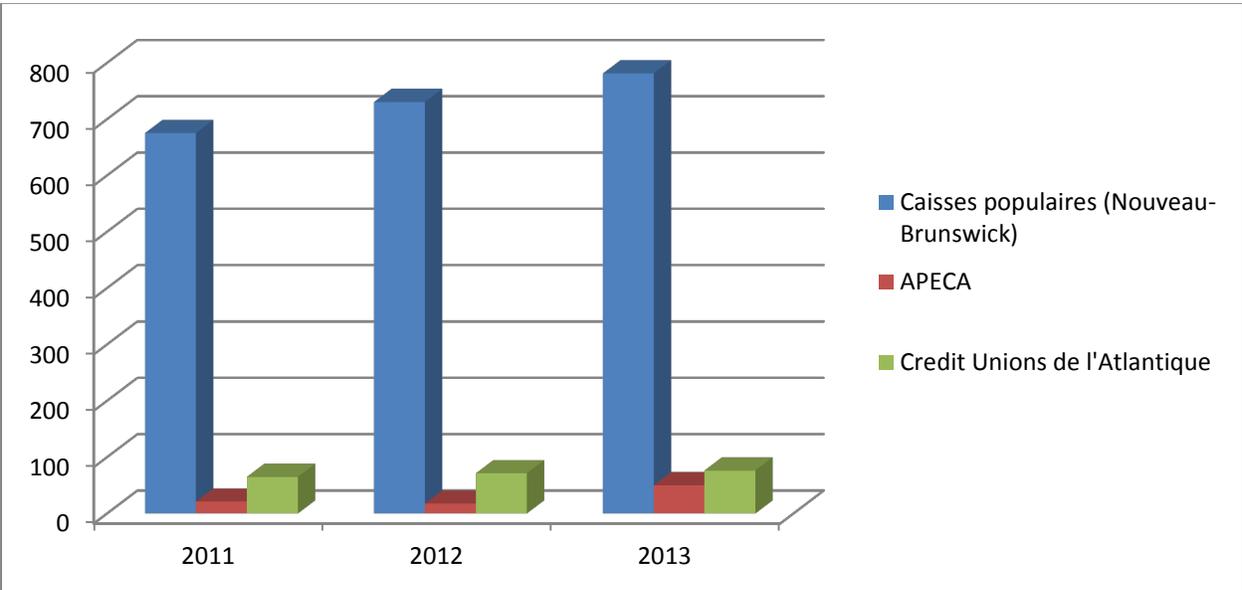
LE FINANCEMENT PAR EMPRUNT

Nous avons pris en compte les trois institutions suivantes aux fins de l'analyse des dettes. Il faut savoir que les renseignements des grandes banques à charte ne sont pas disponibles à l'échelle provinciale.

- Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)
- *Credit unions* de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick)
- Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Les prêts des caisses populaires s'élevaient à 781 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 7,0 % par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne les trois dernières années, l'APECA a fourni 20 millions de dollars en 2013, comparativement à 17 millions l'année antérieure. Les *credit unions* de l'Atlantique ont fourni 76 millions de dollars en 2013, soit une hausse par rapport à 71 millions de dollars en 2012.

Figure 5.0 : Financement par emprunt dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick (en millions de \$)



RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

RÉSUMÉ

Nous faisons l'analyse des marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis cinq ans. Notre analyse démontre que nos marchés financiers sont fortement influencés par les projets individuels à grande échelle. Ces projets ont faussé les résultats annuels de façon significative. Toutefois, quand nous avons examiné globalement nos données, nous avons commencé à voir des tendances se dégager.

Nos rapports ont démontré que nos marchés financiers demeurent vigoureux et que les entreprises du Nouveau-Brunswick attirent des capitaux de la province et d'ailleurs. Les entreprises privées et les sociétés cotées en bourse des secteurs des TIC, de l'immobilier et de l'énergie ont une incidence considérable sur nos marchés financiers. Ces trois secteurs sont les secteurs à forte croissance de notre économie. Bien que d'autres secteurs affichent une tendance à la baisse, la croissance globale dans notre économie s'est stabilisée.

L'année 2013 marque le deuxième examen annuel des activités de fusion et d'acquisition concernant les entreprises du Nouveau-Brunswick. Notre analyse témoigne d'un contexte dynamique de fusion et d'acquisition dans notre province, soutenu par des entreprises néo-brunswickoises qui se portent acquéreuses d'autres entreprises d'ici, ainsi que d'entreprises nationales et internationales faisant état de la valeur des entreprises du Nouveau-Brunswick.

Les facilitateurs du Nouveau-Brunswick offrent du mentorat et le développement des compétences à la communauté d'entreprises en démarrage. Bon nombre d'entreprises qui ont suivi le programme de facilitation recueillent maintenant des fonds de façon active et embauchent des Néo-Brunswickois. Nous continuerons de faire le suivi des facilitateurs en vue de produire un rapport sur leur incidence dans les marchés financiers du Nouveau-Brunswick.

Une prochaine analyse sera axée sur l'incidence à plus long terme du volume des opérations de capital de risque chez les entreprises en démarrage, notamment celles du secteur des TIC et sur la sensibilisation accrue des entreprises du Nouveau-Brunswick aux occasions de collecte de fonds dans les marchés dispensés. L'objectif de notre analyse est de relever les tendances qui ont un effet sur le PIB, le PIB par habitant et le montant des fonds recueillis dans la province.

La FCNB est ouverte aux éventuels discussions et commentaires concernant le présent rapport. Veuillez communiquer avec notre spécialiste des marchés financiers, Jeff Harriman, à l'adresse suivante :

Jeff.Harriman@FCNB.ca.

ANNEXE A – LISTE DE DÉFINITIONS

- **Action ordinaire** – Valeur mobilière qui représente la participation au capital-actions d'une société, qui confère des droits de vote et qui donne au porteur le droit à une part des succès de la société sous forme de dividendes ou de plus-value du capital.
- **Action privilégiée** – Catégorie de droit de propriété dans une société qui a un rang préférentiel sur l'actif et les revenus par rapport aux actions ordinaires. Les actions privilégiées rapportent généralement des dividendes qui doivent être payés avant les dividendes aux porteurs d'actions ordinaires. Normalement, elles ne sont pas assorties d'un droit de vote.
- **Agriculture, foresterie et pêches** – Secteurs d'activités qui s'occupent des cultures agricoles, de l'élevage d'animaux, de la foresterie et de l'exploitation forestière, des pêches et d'autres activités connexes.
- **Autres (dans la catégorie des secteurs)** – Secteurs de la construction, du commerce de gros, des transports et de l'entreposage, du tourisme, des services publics, des arts, du divertissement et des loisirs.
- **Autres (dans la catégorie des types de bailleurs de fonds)** – Investisseurs qui s'intéressent à des opérations dans des actions déterminées, mais sans présence permanente sur le marché, comme les investisseurs providentiels et les investisseurs sur le marché des souscriptions publiques.
- **Billet à ordre** – Valeur mobilière qui a généralement une durée plus longue qu'une lettre de change, mais plus courte qu'une obligation.
- **Débeture convertible** – Type de prêt émis par une compagnie qui peut être converti en actions par le porteur et, dans certaines circonstances, par l'émetteur du prêt.
- **Détail (fonds de détail)** – Fonds établi à l'aide d'un crédit d'impôt aux particuliers offert par le gouvernement, comme les sociétés de capital de risque des travailleurs.
- **Emplacement de l'investisseur** – Lieu géographique de l'investisseur qui réalise un investissement.
- **Emplacement du financement** – Lieu géographique d'où provient le capital de risque investi au Nouveau-Brunswick.
- **Financement par emprunt** – Prêt obtenu d'une institution comme une banque, une caisse populaire, une société de crédit, un gestionnaire de portefeuille, un fonds fiduciaire ou une compagnie d'assurance.

- **Fonds de croissance** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans un portefeuille d'entreprises qui ont déjà un produit ou un service établi qui rapporte des revenus, mais qui ne dégagent peut-être pas encore de profit. Ces sociétés peuvent avoir besoin de capitaux pour assurer leur croissance ou prendre de l'expansion. Les investissements servent à intensifier les activités de mise en marché, de production, de mise au point de produits, etc.
- **Fonds de démarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des sociétés qui ont déjà des activités de mise au point de produit, de mise en marché initiale, de fabrication et de vente à l'étape des essais ou de la production. Les investissements sont utilisés par la société pour lancer la production et les ventes. Dans certains cas, le produit commence à être offert dans le commerce et la société ne réalise pas encore de bénéfices. La société peut être en train de s'organiser ou être en activité depuis au plus trois ans. Habituellement, ces entreprises ont réalisé des études de marché, ont recruté leurs principaux dirigeants, ont dressé un plan d'affaires et sont prêtes à entrer en activité ou sont déjà en activité.
- **Fonds de prédémarrage** – Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des compagnies récemment établies afin d'aider le fondateur à faire de la recherche en vue de mettre au point et de concevoir un produit ou un service. Cette étape nécessite relativement peu de capitaux et précède normalement l'étape du placement.
- **Fonds polyvalent** – Fonds intéressé à investir du capital de risque à plusieurs étapes du cycle de vie d'une entreprise. Ce type de fonds a des activités d'investissement aux étapes de prédémarrage, de démarrage et de la croissance, sans se limiter à une étape en particulier.
- **Fusions et acquisitions** – Aspect d'une stratégie d'entreprise, du financement et de la gestion des sociétés touchant l'achat, la vente, la division et la combinaison de différentes sociétés et entités similaires qui peuvent aider une entreprise à avoir une croissance rapide dans son secteur ou son emplacement d'origine, ou dans un nouveau secteur ou un nouvel emplacement, sans créer de filiale, ou d'autre entité secondaire, et sans avoir recours à la constitution d'une coentreprise.
- **Gouvernement (fonds gouvernemental)** – Fonds de capital-investissement établi par un organisme gouvernemental qui réunit des capitaux d'investisseurs de l'extérieur.
- **Industries manufacturières** – Fabrication, transformation ou préparation de produits des secteurs des matières premières et des denrées.
- **Institutionnel (fonds institutionnel)** – Fonds géré à l'intérieur de certaines grandes organisations comme les fonds de dotation, les fondations ou les fonds de pension, les banques d'investissement et les autres institutions bancaires ou financières.

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

- **Investissement de capital de risque** – Forme spéciale d’investissement en actions dans des compagnies fermées qui se distingue par des placements dans des entreprises nouvelles qui ont un fort potentiel de croissance.
- **Investissement providentiel** – Investissement en argent ou en mentorat d’un particulier dans une petite entreprise ou une entreprise en démarrage.
- **Investisseur qualifié** – Personne ou organisation, généralement bien nantie et expérimentée, qui répond aux critères établis. Les critères en question se trouvent dans la [Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus et d’inscription](#).
- **Marchés financiers** – Marchés qui réunissent les fournisseurs et les utilisateurs de capitaux et de produits financiers comme les actions (financement par actions) et les obligations (financement par emprunt) et qui rendent possible le transfert de capitaux ainsi que les personnes et organismes qui soutiennent ce processus.
- **Notice d’offre** – Document juridique qui énonce les objectifs, les risques et les conditions d’investissement dans un placement privé. Comprend des éléments comme les états financiers, la biographie des dirigeants, une description détaillée de l’entreprise, etc.
- **Obligation** – Une obligation est un titre de créance. L’investisseur prête de l’argent à un emprunteur (comme une corporation ou un gouvernement) pendant une certaine période. En contrepartie, l’emprunteur s’engage à payer à l’investisseur de l’intérêt à taux fixe à certaines dates et de rembourser la valeur de l’argent emprunté (la valeur nominale) à l’échéance.
- **Placement avec dispense** – Fait, pour un émetteur, de vendre des valeurs mobilières en se servant de l’une des dispenses de prospectus prévues par le droit des valeurs mobilières.
- **Placement en actions** – Source de financement qui fonctionne par l’acquisition d’une prise de participation dans une société fermée (non inscrite à la cote d’une bourse) ou l’achat et la détention d’actions sur un marché boursier par des particuliers ou des sociétés.
- **Prêt actif** – Capital emprunté mais non encore remboursé.
- **Privé indépendant (fonds privé indépendant)** – Fonds qui investit sur le marché des souscriptions privées et qui réunit la totalité ou une partie de ses capitaux auprès d’investisseurs de l’extérieur.
- **Sciences de la vie** – Secteur d’activités regroupant la biotechnologie, la médecine et les soins de santé.

- **Services** – Secteur d’activités qui regroupe les services suivants :
 - services professionnels;
 - services scientifiques et techniques;
 - services administratifs et de soutien;
 - gestion des déchets et restauration;
 - hébergement;
 - services alimentaires;
 - autres services, à l’exception des services d’éducation et d’administration publique.

- **Subvention** – Type d’aide financière généralement accordée par un organisme fédéral ou un organisme provincial pour un objet déterminé.

- **TIC** – Secteur des technologies de l’information et des communications.

- **Type de bailleur de fonds** – Structure du fonds.

- **Type de fonds de capital de risque** – Domaine dans lequel le fonds paraît ou déclare investir.

- **Unité** – Combinaison de valeurs mobilières ou de types de valeurs mobilières achetées ou vendues en bloc.

ANNEXE B – TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS CLÉS DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B. (2013)

Sources de financement	TIC	Sciences de la vie	Manufacture	Énergie	Agriculture et services alimentaires	Mines	Services et hospitalité	Immobilier	Autres	2013	2012	Changements (%)	Différence
	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	(Mil \$)	Total (Mil \$)	Total (Mil \$)		
FINANCEMENT PAR ACTIONS													
Capital de risque par types de bailleurs de fonds													
Gouvernement	0.50	-	-	1.87	-	-	-	-	-	2.37	2.05	15.61%	0.32
Détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.22	-100.00%	-1.22
Privés indépendants	0.77	-	-	-	-	-	-	-	-	0.77	0.05	1440.00%	0.72
Autres ou individuels	3.03	-	-	-	-	-	-	-	0.70	3.73	2.86	30.42%	0.87
Institutionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.00	-100.00%	-2.00
Capital-investissement d'entreprises et capital de risque	0.25	-	-	-	-	-	-	-	-	0.25	0.25	-	-
Total des investissements de capital de risque	4.55	-	-	1.87	-	-	-	-	0.70	7.12	8.18	-12.96%	-1.06
Placements avec dispense	117.79	0.20	0.24	312.00	0.98	0.47	-	2.73	0.48	434.89	280.84	54.85%	154.05
Marché boursier *	-	-	0.18	-	-	-	-	79.90	-	80.08	23.20	245%	56.88
Total du financement par actions	122.34	0.20	0.42	313.87	0.98	0.47	-	82.63	1.18	522.09	312.22	67%	
FUSIONS ET ACQUISITIONS													
Acquisitions par des sociétés néo-brunswickoises	-	-	0.30	-	24.00	-	-	122.80	0.20	147.30	176.78	-16.68%	-29.48
Sociétés néo-brunswickoises acquises	-	-	-	-	-	4.70	25.70	-	-	30.40	39.20	-22.45%	-8.80
Total fusions et acquisitions	-	-	0.30	-	24.00	4.70	25.70	122.80	0.20	177.70	215.98	-17.72%	-38.28
SUBVENTIONS **													
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83.90	90.73	-7.53%	-6.83
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64.48	59.18	8.96%	5.3
Total des subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	148.38	149.91	-1.02%	-1.53
Grand Total	124.88	0.20	0.79	1.87	24.94	5.29	25.73	205.47	1.39	848.17	678.11	25.08%	170.06
Financement par emprunt ***	-	-	-	-	-	-	-	-	-	878.68	819.82	7.18%	58.86

* Les marchés du secteur public se composent de 72 millions de dollars de fonds recueillis par une entreprise publique dans les marchés publics et de 8,0 millions de dollars dans les marchés dispensés.

** Nous avons fourni le montant total des subventions pour notre analyse, car la répartition par secteurs n'est pas toujours disponible.

*** Il ne comprend pas le financement par emprunt auprès des grandes banques, car l'information n'est pas disponible.

ANNEXE C – TABLEAU DE BORD DES INDICATEURS CLÉS DES MARCHÉS FINANCIERS DU N.-B. DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Tableau de bord	Années (en millions de \$)				
	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements de capital de risque	33,62	15,68	21,15	8,18	7,12
Nombre d'opérations de capital de risque	11	12	16	23	15
Taille des opérations moyennes	3,06	1,31	1,32	0,36	0,47
Placements avec dispense (incluant le secteur de l'énergie)	39,48	185,71	24,75	304,04	434,87
Placements avec dispense (excluant le secteur de l'énergie)	39,48	36,54	24,75	23,23	122,47
Marchés publics	S.O.	S.O.	116,9	23,20	78,00
Fusions et acquisitions	S.O.	S.O.	533,87	215,98	177,67
Subventions	291,08	203,56	211,71	149,91	148,38
Financement par emprunt	S.O.	652,22	761,93	819,82	878,67
CIPE	12,00	21,00	16,60	17,60	19,30

ANNEXE D – TABLEAUX

Tableau 1.0 : Montant total et nombre total des investissements de capital de risque (en millions de \$)

Investissements de capital de risque	2009	2010	2011	2012	2013
Montant (en millions de \$)	33,62	15,68	21,15	8,18	7,12
Nombre d'opérations	11	11	16	23	15

Tableau 1.1 : Montant des investissements de capital de risque par secteurs d'activités (en millions de \$)

Années	Secteurs d'activités (en millions de \$)					Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	
2009	0,66	10,22	0,54	-	22,20	33,62
2010	15,18	-	-	0,50	-	15,68
2011	15,50	0,40	-	1,15	4,10	21,15
2012	3,86	0,22	-	-	4,10	8,18
2013	4,55	-	-	1,87	0,70	7,12

Tableau 1.2 : Nombre d'investissements directs de capital de risque par secteurs d'activités

Années	Secteurs d'activités (nombre d'opérations)					Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Autres	
2009	2	5	3	-	1	11
2010	9	-	-	2	-	11
2011	10	1	-	2	3	16
2012	18	1	-	-	4	23
2013	12	-	-	2	1	15

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 1.3 : Valeur des investissements de capital de risque (en millions de \$) selon les stades de croissance et les secteurs d'activités

Stades de croissance	2011				2012				2013			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Prédémarrage	0,23	-	1,15	0,20	0,61	-	-	-	0,10	-	0,75	-
Démarrage	2,14	0,40	-	-	1,45	-	-	4,10	4,45	-	-	-
Croissance	13,13	-	-	3,90	1,80	0,22	-	-	-	-	1,12	0,70
Polyvalent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	15,50	0,40	1,15	4,10	3,86	0,22	-	4,10	4,55	-	1,87	0,70

Tableau 1.4 : Nombre d'investissements directs de capital de risque selon les stades de croissance et les secteurs d'activités au Nouveau-Brunswick

Stades de croissance	2011				2012				2013			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Prédémarrage	6	-	2	1	5	-	-	-	2	-	1	-
Démarrage	3	1	-	-	10	-	-	4	10	-	-	-
Croissance	1	-	-	2	3	1	-	-	-	-	1	1
Polyvalent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	10	1	2	3	18	1	-	4	12	-	2	1

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 1.5 : Montant des investissements de capital de risque selon les types de bailleurs de fonds (en millions de \$)

Types de bailleurs de fonds	2011				2012				2013			
	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres	TIC	Sciences de la vie	Énergie	Autres
Gouvernements	0,10	-	-	-	1,55	-	-	0,50	0,50	-	1,87	-
Privés indépendants	6,40	-	-	-	0,05	-	-	-	0,77	-	-	-
Détail	1,69	0,25	1,10	-	1,00	0,22	-	-	-	-	-	-
Autres	6,83	0,15	-	1,40	1,26	-	-	1,60	2,93	-	-	0,70
Institutionnels	0,48	-	0,05	2,70	-	-	-	2,00	-	-	-	-
Capital-investissement d'entreprises et capital de risque	-	-	-	-	-	-	-	-	0,25	-	-	-
Personnes physiques	-	-	-	-	-	-	-	-	0,10	-	-	-
Total	15,50	0,40	1,15	4,10	3,86	0,22	-	4,10	4,55	-	1,87	0,70

Tableau 1.6 : Comparaison des investissements de capital de risque selon les provinces (en millions de \$)

Provinces	2009	2010	2011	2012	2013
Nouveau-Brunswick	33,62	15,68	21,15	8,18	7,12
Nouvelle-Écosse	24,44	8,39	45,32	37,28	15,26
Manitoba	9,61	12,06	19,45	31,00	11,18
Saskatchewan	11,68	4,02	15,00	53,60	4,13
Terre-Neuve-et-Labrador	12,10	-	1,49	0,85	-

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 1.6.1 : Comparaison des investissements de capital de risque par secteurs d'activités et selon les provinces (en millions de \$)

Provinces	2013						Total
	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Énergie	Agriculture	Autres	
Nouveau-Brunswick	4,55	-	-	1,87	-	0,70	7,12
Nouvelle-Écosse	10,83	1,93	-	-	-	2,50	15,26
Manitoba	-	9,68	-	-	1,50	-	11,18
Saskatchewan	4,13	-	-	-	-	-	4,13
Terre-Neuve-et-Labrador	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 2.0 : Aperçu des opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick en 2013

Opérations de fusion et d'acquisition totales en 2013			
Emplacement des acquéreurs	Emplacements cibles	Montant (en millions de \$)	Nombre d'opérations
Nouveau-Brunswick	Espagne	20,00	1
Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	S.O.	1
Québec	Nouveau-Brunswick	0,75	1
Nouveau-Brunswick	Ontario	122,79	1
Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	0,32	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	25,73	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	S.O.	1
Québec	Nouveau-Brunswick	S.O.	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	S.O.	1
Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	0,21	1
Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	0,10	1
Non identifié	Nouveau-Brunswick	S.O.	1
Nouveau-Brunswick	Espagne	S.O.	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	0,22	1
Nouveau-Brunswick	Québec	3,96	1
Nouveau-Brunswick	Nouveau-Brunswick	0,21	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	3,41	1
Total		177,70	17

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 2.1 : Montant et nombre totaux des opérations de fusion et d'acquisition

Années	Montant total des opérations de fusion et d'acquisition (en millions de \$)	Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition
2011	533,87	9
2012	215,98	19
2013	177,70	17

Tableau 2.2 : Sociétés néo-brunswickoises ayant acquis d'autres sociétés et sociétés non néo-brunswickoises ayant acquis des sociétés du Nouveau-Brunswick

Années	Acquéreuses (en millions de \$)	Acquises (en millions de \$)
2011	171,97	361,90
2012	176,78	39,20
2013	147,30	30,40

Tableau 2.3 : Montant total des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement des acquéreurs

Emplacement des acquéreurs	2011 (en millions de \$)	2012 (en millions de \$)	2013 (en millions de \$)
Alberta	-	3,11	-
Colombie-Britannique	0,34	18,84	0,30
Nouveau-Brunswick	171,97	176,78	147,30
Ontario	-	15,24	29,40
Québec	11,56	1,11	0,70
É.-U.	350,00	-	-
Non identifié	-	0,90	-
Total	533,87	215,98	177,70

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 2.4 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement des acquéreurs

Emplacement des acquéreurs	2011	2012	2013
Alberta	-	1	-
Colombie-Britannique	2	6	2
Nouveau-Brunswick	5	5	7
Ontario	-	5	5
Québec	1	1	2
É.-U.	1	-	-
Non identifié	-	1	1
Total	9	19	17

Tableau 2.5 : Montant total des opérations de fusion et d'acquisition selon les secteurs d'activités

Secteurs d'activités	2011 (en millions de \$)	2012 (en millions de \$)	2013 (en millions de \$)
Énergie	-	7,82	-
Services alimentaires	-	154,39	4,00
Soins de santé	-	7,63	-
Immobilier	-	-	122,80
TIC	350,00	0,90	-
Mines	108,03	41,84	4,70
Métaux et produits métalliques	-	-	0,30
Agriculture et élevage	75,84	-	20,00
Services et hospitalité	-	-	25,70
Services d'hygiène	-	-	0,20
Autres	-	3,40	-
Total	533,87	215,98	177,70

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 2.6 : Nombre total des opérations de fusion et d'acquisition selon les secteurs d'activités

Secteurs d'activités	2011	2012	2013
Énergie	-	1	-
Services alimentaires	-	5	1
Assurances	-	-	1
Soins de santé	-	1	-
Immobilier	-	-	2
TIC	1	1	-
Mines	6	9	5
Métaux et produits métalliques	-	-	1
Services et hospitalité	-	-	1
Agriculture et élevage	2	-	2
Autres	-	2	4
Total	9	19	17

Tableau 2.7 : Montant des opérations de fusion et d'acquisition selon l'emplacement et les secteurs d'activités (en millions de \$) (2013)

Emplacement	Services alimentaires	Services & hospitalité	Immobilier	Mines	Métaux	Agriculture et foresterie	Autres	Total
Alberta	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombie-Britannique	-	-	-	0,31	-	-	-	0,31
Nouveau-Brunswick	3,96	-	122,80	-	0,32	20,00	0,20	147,30
Ontario	-	25,73	-	3,63	-	-	-	29,35
Québec	-	-	-	0,75	-	-	-	0,75
Non identifié	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	3,96	25,73	122,80	4,69	0,32	20,00	0,20	177,70

Tableau 3.0 : Placements avec dispense

2011		2012		2013	
Montant (en millions de \$)	Nombre d'émetteurs	Montant (en millions de \$)	Nombre d'émetteurs	Montant (en millions de \$)	Nombre d'émetteurs
25,19	20	304,04	29	442,97	21

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 3.1 : Placements avec dispense selon les types de valeurs mobilières (en millions de \$) (2013)

Types de valeurs mobilières	Nouveau-Brunswick	Non originaires du Nouveau-Brunswick	Total
Actions ordinaires	3,24	0,89	4,13
Billets à ordre	0,16	312,45	312,61
Unités	0,15	102,44	102,59
Actions privilégiées	1,09	10,92	12,01
Débetures convertibles	0,20	0,55	0,75
Débetures	3,11	3,63	6,74
Obligations	1,49	2,65	4,14
Total	9,44	433,53	442,97

Tableau 3.2 : Placements avec dispense selon les types d'investisseurs (en millions de \$) (2013)

Types d'investisseurs	Nouveau-Brunswick	Non originaires du Nouveau-Brunswick	Total
Acquisitions d'actifs	-	0,28	0,28
Investisseurs qualifiés	6,60	432,95	439,55
Émetteurs fermés	0,55	0,10	0,65
Parents, amis et partenaires	1,10	0,16	1,26
Notices d'offre	1,19	0,04	1,23
Total	9,44	433,53	442,97

Tableau 3.3 : Placements avec dispense selon les types d'investisseurs (en millions de \$) (2013)

Secteurs d'activités	Montant pour le Nouveau-Brunswick	Autre montant	Total
TIC	3,63	114,16	117,79
Sciences de la vie	0,14	0,06	0,20
Industries manufacturières	0,22	0,20	0,42
Mines	0,15	0,32	0,47
Énergie	-	312,00	312,00
Immobilier	3,88	6,75	10,63
Agriculture et foresterie	0,98	-	0,98
Autres	0,44	0,04	0,48
Total	9,44	433,53	442,97

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 3.4 : Placements avec dispense selon la situation géographique et les secteurs d'activités des investisseurs (excluant le Nouveau-Brunswick) (en millions de \$) (2013)

Emplacement	TIC	Sciences de la vie	Industries manufacturières	Mines	Immobilier	Énergie	Autres	Total
Alberta	13,02	0,04	0,05	-	0,92	-	-	14,03
Colombie-Britannique	-	-	-	-	0,87	-	-	0,87
Manitoba	-	-	-	-	-	9,90	-	9,90
Nouvelle-Écosse	0,63	-	-	-	0,05	-	-	0,68
Ontario	100,34	0,02	0,13	0,02	1,55	35,14	-	137,20
Î.-P.-É.	0,05	-	-	-	0,45	-	-	0,50
Québec	-	-	-	0,30	2,91	-	0,04	3,25
Afrique du Sud	0,02	-	-	-	-	-	-	0,02
Floride	0,10	-	0,02	-	-	-	-	0,12
Iowa	-	-	-	-	-	44,81	-	44,81
Wisconsin	-	-	-	-	-	7,20	-	7,20
Illinois	-	-	-	-	-	12,50	-	12,50
Utah	-	-	-	-	-	10,40	-	10,40
Colorado	-	-	-	-	-	9,90	-	9,90
New York	-	-	-	-	-	46,90	-	46,90
Nebraska	-	-	-	-	-	8,33	-	8,33
Connecticut	-	-	-	-	-	19,80	-	19,80
Dallas	-	-	-	-	-	38,33	-	38,33
Massachusetts	-	-	-	-	-	15,64	-	15,64
Caroline du Nord	-	-	-	-	-	45,86	-	45,86
Tennessee	-	-	-	-	-	7,29	-	7,29
Total	114,16	0,06	0,20	0,32	6,75	312,00	0,04	433,53

Tableau 4.0 : Subventions fédérales et provinciales au Nouveau-Brunswick

Organismes subventionnaires	2011 (en millions de \$)	2012 (en millions de \$)	2013 (en millions de \$)
Organismes fédéraux	54,14	59,18	64,48
Organismes provinciaux	157,58	90,73	83,90
Total	211,72	149,91	148,38

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 4.1 : Subventions provinciales au Nouveau-Brunswick

Organismes subventionnaires	2011 (en millions de \$)	2012 (en millions de \$)	2013 (en millions de \$)
Ministère du Développement économique	107,60	51,30	37,24
Société de développement régional	48,20	38,14	38,80
Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)	1,82	1,29	7,90
Total	157,62	90,73	83,94

Tableau 4.2 : Subventions fédérales au Nouveau-Brunswick

Organismes subventionnaires	2011 (en millions de \$)	2012 (en millions de \$)	2013 (en millions de \$)
CNRC-PARI	5,70	16,29	14,62
CRSNGC	12,04	7,14	6,95
FCI	0,90	0,22	1,56
TDDC	7,00	8,00	8,00
IRSC	0,63	0,14	0,20
CRSH	1,50	1,50	3,74
APECA	26,37	25,89	29,44
Total	54,14	59,18	64,51

Tableau 4.3 : Subventions provinciales du ministère du Développement économique (MDE)

Types de programmes	2013 (en millions de \$)
Aide aux entreprises en démarrage (Programme de croissance des entreprises du Nouveau-Brunswick, Programme d'adoption et de commercialisation de technologie)	17,50
Programme d'aide financière à l'industrie (PAFI)	13,74
Programme de croissance des entreprises du Nouveau-Brunswick	3,74
Programme d'aide au commerce (PAC)	0,59
Programme d'adoption et de commercialisation de la technologie (PACT)	1,65
Total	37,22

Tableau 4.4 : Subventions provinciales de la Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)

Types	2013 (en millions de \$)
Fonds de capital de risque	2,34
Projets de recherche	4,66
Assistant de recherche	1,00
Total	8,00

RAPPORT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS - 2014

Tableau 5.0 : Financement par emprunt d'entreprises clientes

Organismes subventionnaires	Actifs de 2011 (en millions de \$)	Actifs de 2012 (en millions de \$)	Actifs de 2013 (en millions de \$)	Variation de 2011 à 2012	Variation de 2012 à 2013
Caisses populaires (N.-B.)	675,50	730,61	781,46	8,1 %	7,0 %
APECA	21,34	17,82	20,78	-16,5 %	16,6 %
Credit unions de l'Atlantique	65,09	71,39	76,44	9,6 %	7,1 %
Total	761,93	819,82	878,68	7,5 %	7,2 %

ANNEXE E – TYPES D'ORGANISMES PRÊTEURS

Tableau 6.0 : Montant des prêts actifs – Caisses populaires

Années	Prêts actifs (en millions de \$)
2010	581,20
2011	675,50
2012	730,61
2013	781,46

Tableau 6.1 : Prêts au 1^{er} janvier 2013 et nouveaux prêts accordés en 2013 – Caisses populaires

Types de prêts	Actifs de 2012 (en millions de \$)	Actifs de 2013 (en millions de \$)	% de variation
Nouveaux	272,36	243,01	-10,7 %
Anciens	458,25	538,45	17,5 %
Total	730,61	781,46	7,0 %

Credit unions de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick)

Tableau 7.0 : Prêts actifs

Années	Prêts actifs (en millions de \$)	% de variation
2010	52,74	S.O.
2011	65,09	23,42
2012	71,39	9,68
2013	76,44	7,07

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Tableau 8.0 : Subventions et prêts par types de projets (2013)

Types de projets	En millions de \$
Fonds d'innovation de l'Atlantique (FIA-II)	13,41
Programme de développement des entreprises (PDE)	26,42
Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire	1,85
Fonds des collectivités innovatrices (ICF) – investissements proactifs	4,48
Fonds des collectivités innovatrices (ICF) – capacité communautaire stratégique	4,03
Total	50,19

Tableau 8.1 : Subventions et prêts par types d'aide financière (2013)

Types d'aide financière	En millions de \$
Contributions à remboursement non conditionnel	20,77
Contributions non remboursables	19,87
Contributions à remboursement conditionnel	9,55
Total	50,19

ANNEXE F – FACILITATEURS

Les renseignements suivants sont extraits des sites Web des facilitateurs.

Planet Hatch : <http://planethatch.com/en> (en anglais seulement)

Planet Hatch est un facilitateur basé à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, qui fournit des occasions pour favoriser la fusion des idées et des milieux. Nous offrons un programme de facilitation de 12 semaines, intitulé ACcelR8, aux entreprises en démarrage qui ont un fort potentiel de croissance. Notre objectif est d'aider les entreprises en démarrage grâce à des activités de mentorat et des programmes. Nous misons sur les entrepreneurs et les leaders qui ont la capacité de perturber les grands marchés. Nous offrons aussi un financement de prédémarrage de 25 000 \$ à toutes les entreprises en démarrage du Nouveau-Brunswick.

Launch36 – Propel ICT : <http://launch36.ca/> (en anglais seulement)

Launch36 est un programme conçu pour développer la prochaine génération de sociétés technologiques à forte croissance de la côte Est. Nous sommes une initiative de facilitation qui fonctionne sur la base de cohorte et destinée aux équipes de fondateurs à l'étape de prédémarrage. Notre objectif est de vous aider à améliorer vos chances de réussite à long terme en vous offrant des occasions de financement, de mentorat, un bassin de connaissances et du soutien à l'étape de prédémarrage.

McKenzie Accelerator : <http://www.mckenzie.edu/accelerator/> (en anglais seulement)

McKenzie Accelerator propose un programme de 14 semaines aux fondateurs d'entreprise en démarrage du Nouveau-Brunswick, Canada. Nous cherchons des entreprises novatrices qui veulent accélérer leur croissance dans un environnement fondé sur le mentorat. Si votre entreprise répond à un réel besoin dans les sphères des TIC, des nouveaux médias, de la conception ou des jeux et des applications, nous voulons vous rencontrer!

ANNEXE G – LISTE DES SOURCES

Tableaux 1.0 à 1.6

Source : Thomson-Reuters

Tableaux 2.0 à 2.7

Sources :

1. Thomson Reuters
2. Sources d'information publiques

Tableaux 3.0 à 3.4

Source :

Dépôts réglementaires effectués auprès de la Commission des services financiers et des services aux consommateurs

Tableaux 4.0 et 4.1

Organismes provinciaux

Sources :

1. Entreprises Nouveau-Brunswick, rapport annuel 2012
2. Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)
3. Société de développement régional (SDR), rapport annuel 2012

Organismes fédéraux

Sources :

1. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes
2. Conseil national de recherches Canada – PARI (CNRC-PARI), site de divulgation proactive
3. Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNGC), site de divulgation proactive
4. Université du Nouveau-Brunswick (UNB), rapport annuel sur la recherche
5. Technologies du développement durable Canada (TDDC), site d'information sur le portefeuille

Tableau 5.0

Sources :

1. Information directe des caisses populaires (Nouveau-Brunswick)
2. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes
3. Information directe des *credit unions* de l'Atlantique

Tableaux 6.0 et 6.1

Caisses populaires (Nouveau-Brunswick)

Source : Fédération des caisses populaires acadiennes

Tableau 7.0

***Credit unions* de l'Atlantique**

Source : ***Credit unions* de l'Atlantique**

Tableaux 8.0 et 8.1

Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Source : Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), site d'information sur les programmes